



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-03-16/ 2021-03-31]

**Publicación quincenal**

**Edición en francés por Luc de l'Arbre**

**Mardi 16 mars.**

**Nord-Kivu : 3 officiers arrêtés pour vente et trafic des munitions de guerre dans la région de Beni.** Les personnes arrêtées sont le chargé de la logistique, le chef de transport, le chef de dépôt de la 32e Brigade des Fardc, le conservateur de la sous-station de l'ICCN de Mutsora, les trois militaires Fardc, deux éco-gardes et deux civils considérés comme les acheteurs des munitions de guerre. Selon des sources sécuritaires, c'est depuis le mois de février dernier qu'un véhicule de couleur blanche fait mouvement vers Mambango au sud de Beni, l'état-major de la 32ème Brigade des Fardc, avant d'en repartir avec des caisses de munitions. Lors d'une perquisition menée le lundi 15 mars par les magistrats militaires, 82 caisses de munitions ont été saisies dans une maison louée dans la commune de Bungulu, dans la ville de Beni, par le conservateur de la sous-station de l'ICCN de Mutsora. D'où son arrestation par la justice militaire.

**Tshopo : les agents de la division provinciale du Budget et des Finances en grève.** Ils protestent : « Il y a des primes des mois d'octobre, novembre et décembre 2020 qui ne sont pas encore payées ». Ils ne reprendront le service qu'après avoir perçu leurs dus, affirment-ils. Le chef de division de Budget n'a pas voulu commenté cette affaire.

**Sud-Kivu : le gouverneur Théo Ngwabidje accuse les politiciens d'être à la base de la déstabilisation de la province.** Le chargé de communication du gouverneur, Désiré Kyakwima, pense que ces politiciens à la manœuvre sont inquiets de la réussite annoncée par le gouverneur qui innove par sa gouvernance. Parmi les accusations contre le gouverneur figure aussi le détournement de l'aide accordée aux sinistrés. A ce sujet, Désiré Kyakwima confirme que tous les déplacés ont déjà reçu les vivres et non vivres envoyés par le gouvernement central. Il a en outre reconnu « qu'en réalité, le gouverneur est en train de vivre ce que les différents gouverneurs ont vécu au Sud-Kivu, ces 15 dernières années, à savoir une déstabilisation chronique des exécutifs provinciaux, retardant du coup le développement de la province ».

**Lac Edouard : la Marine ougandaise saisit au moins 20 pirogues appartenant aux pêcheurs congolais.** La marine ougandaise accuse les pêcheurs congolais, propriétaires de ces pirogues, de violer la limite lacustre entre les deux pays. D'après Mbusa Kavasias Noé, président du Comité des pêcheurs individuels de Kyavinyonge, à chaque saisie, la marine ougandaise remet aux pêcheurs victimes une pirogue, dans laquelle ils embarquent tous pour regagner le camp de pêche. La même source plaide donc pour le balisage du lac afin de bien déterminer la limite lacustre entre l'Ouganda et la RDC. Toutefois, la première phase des dix jours de patrouilles conjointes des marins ougandais et congolais a été lancée officiellement le jeudi 11 mars sur le lac Edouard. C'est sur l'initiative du Projet de gestion intégrée des pêcheries et des ressources en eau des lacs Edouard et Albert (LEAF II). Ce projet envisage également le balisage du lac Edouard.

**Nord-Kivu : l'armée remet à la Monusco sept enfants capturés lors des affrontements avec des miliciens à Beni.** Ces enfants dont l'âge varie entre douze et quinze ans disent avoir été recrutés il y a une dizaine de jours dans la ville de Beni pour combattre dans les rangs d'un groupe Mai Mai à Lume, dans le secteur de Ruwenzori. Après avoir été capturés par les Fardc, ils ont été remis à la Mousco avant d'être transférés à l'ONG « Actions Concrètes pour la Protection de l'Enfance », partenaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), pour une période transitoire.

**Djugu : 3 personnes tuées et 13 autres blessées par les miliciens de la Codeco à Garua.** Ces miliciens de la Codeco sont venus de la localité voisine de Mbau dans le secteur de Walendu Djatsi. Ils ont fait incursion dans la localité de Goikpa en représailles au meurtre d'un assaillant par des hommes armés identifiés comme membres du groupe d'autodéfense appelé Zaïre. Ces miliciens ont surpris certains habitants aux champs. Parmi eux, trois personnes ont été tuées. Ils ont ensuite envahi le village de Garua dans la chefferie de Mambisa. Douze autres personnes ont été blessées soit par balles, soit à coups des machettes. Elles sont admises dans une structure sanitaire à Gaya.

**Kwilu : les agents des divisions provinciales des Finances et de Budget en grève.** Le président de l'intersyndicale de ces deux divisions, a fait savoir que cette grève est déclenchée pour réclamer le retard de trois mois de la prime complémentaire de rétrocession de ces agents. Cette grève ne prendra fin que si leur réclamation est prise en compte.

**Sud-Kivu affrontements entre deux groupes armés locaux dans les Hauts plateaux de Fizi.** Depuis le weekend dernier, le vol des vaches par les Mai-Mai est à la base de plusieurs échanges des tirs dans cette région de Hauts plateaux où deux soldats des Fardc ont été tués et six autres blessés lors d'une intervention dans des combats à Kabingo et Biziba. Des sources locales rapportent que 4 éléments Twigwaneho et alliés ont été blessés dans les combats du weekend à Kabingo et Kiziba. Les Twigwaneho avaient attaqué un mouvement de Mai-Mai au village de Biziba. Mais ces derniers les ont repoussés vers Kabingo. Alertées par ces affrontements, les Fardc sont intervenues.

**Lubumbashi : 3 policiers sont radiés pour avoir brutalisé une femme avec un bébé dans sa voiture.** La vidéo de la scène était visiblement filmée par les passagers d'un véhicule situé dans le même périmètre. Cette vidéo dont les images montrent trois policiers en train de brutaliser un conducteur et une femme portant un bébé a fait le tour des réseaux sociaux. Aussitôt informé le commissaire provincial de la Police a diligenté une enquête qui a abouti à l'arrestation de ces trois policiers. Ils ont été mis à la disposition de l'auditorat militaire pour qu'ils répondent de leurs actes. Depuis l'avènement du nouveau commissaire provincial de la police, il y a plus d'une année, sur plus de 800 policiers de circulation routière, 450 ont été chassés de cette unité à cause de leur mauvais comportement sur la voie publique notamment vis-à-vis des usagers de la route dont les automobilistes. Sept ont déjà été déférés à l'auditorat militaire.

**Sankuru : reprise des activités commerciales au grand marché de Lodja.** Les marchands de Lodja se sont insurgés contre le paiement de la taxe d'étalage journalière fixé à 200 Fc. Cette taxe exigée par l'administration du territoire avait été suspendue depuis bientôt 5 ans, affirment certains marchands. La colère des marchands avaient pris de l'ampleur. Certains étaient déjà dans la rue pour manifester leurs mécontentements.

**La SNCC annonce la reprise du trafic ferroviaire Kalemie-Lubumbashi et Kalemie-Kindu.** Les érosions sur la voie ferrée ont été à l'origine de l'interruption du trafic des trains de la SNCC. Deux ponceaux viennent d'être posés sur la voie. Ce qui constitue pour la SNCC, la solution durable aux menaces récurrentes des érosions sur le chemin de fer. La reprise du trafic ferroviaire qu'annonce la SNCC-Région Est intervient après l'organisation de mouvement des trains qui a fonctionné presque à dents de scie au cours de l'année dernière.

**Kinshasa : plusieurs dégâts enregistrés après la pluie.** Une pluie diluvienne s'est abattue ce mardi 16 mars à Kinshasa. Selon plusieurs sources, cette pluie a causé des inondations des maisons et de plusieurs artères de la ville, y compris au centre-ville. Ces sources témoignent que la situation est plus grave pour les personnes habitant près des cours d'eau. **Kinshasa : début des travaux de réparation du pont N'djili partiellement effondré,** ce mardi à la suite d'une forte pluie qui s'est abattue dans la ville de Kinshasa depuis les petites heures du matin. Selon les témoignages, deux brèches menaçaient déjà depuis des semaines ce pont qui s'est écroulé partiellement. La pluie est venue achever les fissures qui étaient déjà observées. « **Kinshasa : 4 morts** ». Dans la commune de Kinsenso, 4 enfants d'une même famille ont péri et plusieurs maisons emportées par les eaux, rapporte le bourgmestre Jacques Bile après sa ronde.

**Nord-Kivu : un enfant tué lors des affrontements entre les FARDC et les combattants de l'APCLS à Kinyumba.** Selon des sources locales, les combats ont éclaté encore ce mardi matin, lorsque les combattants de l'APCLS de Janvier Kalahiri ont attaqué l'une des positions de l'armée à Kinyumba. Les Fardc ont immédiatement réagi en poursuivant l'ennemi vers Luibo, où serait actuellement installé le quartier général de Janvier Kalahiri. La reprise de ces combats a entraîné une panique générale au sein de la population locale. Le bilan avancé par des sources locales fait état d'un enfant de cinq ans tué par une balle perdue lors des combats entre les deux forces. Pour l'instant, les tirs ont cessé.

**Bintou Keita salue la représentativité de la femme au bureau du Sénat.** Bintou Keita a félicité le président du Sénat d'avoir tenu compte du genre dans la composition du bureau de cette institution, avec les trois femmes sur les sept qui le composent. Les deux personnalités ont par ailleurs mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la mise en place des projets de la réintégration communautaire, pour ceux qui accepteront d'abandonner les armes.

**Meurtre de l'ambassadeur Luca : le Parlement européen exige « une enquête approfondie ».** Le Parlement européen demande que soit menée une enquête approfondie, indépendante et transparente sur les circonstances entourant ces meurtres. Tout en saluant l'engagement du président Tshisekedi à ouvrir une enquête, il invite le gouvernement de la RDC et les dirigeants provinciaux à coopérer pleinement avec les autorités italiennes et les Nations unies.

**Mercredi 17 mars.**

**Lomami : 4 blessés dans les affrontements entre étudiants et élèves à Lubao.** Un bâtiment de 6 salles a été endommagé, deux bâtiments de 2 salles de classes incendiés et le domicile du préfet des études de l'institut Ngongo saccagé. Les sources locales affirment que le conflit avait commencé le lundi 15 mars, lorsque les élèves de l'institut Ngongo ont agressé un étudiant de l'Institut supérieur des techniques médicales qui passait par leur cour scolaire alors qu'ils exécutaient l'hymne national. Le préfet des études a dépêché un élève pour faire venir l'étudiant vers lui. S'en est suivie une altercation entre l'étudiant et l'élève, puis avec plusieurs autres élèves. Dans cette altercation, l'étudiant a déclaré avoir perdu son téléphone portable. Le préfet qui a pris la charge de lui trouver un autre téléphone, a estimé selon lui que l'affaire était close. Certains étudiants d'autres institutions supérieures et universitaires de la place se sont sentis indignés. D'autres se sont organisés pour une expédition punitive.

**La province du Tanganyika compte, à elle seule, 340 000 déplacés internes.** Des équipes de terrain de l'ONG Action et Intégration pour le développement et l'Encadrement social (ADES) en partenariat avec la Protection civile, se sont rendues dans tous les villages accessibles de tous les territoires de la province. Elles ont collecté des données auprès d'informateurs clés ainsi que des leaders communautaires. Au total, 4 360 villages ont été évalués dans 11 zones de santé. Un cumul de 337 628 personnes déplacées et de 529 903 personnes retournées sont présentes dans les 85% de l'étendue de la province évaluée. Le but poursuivi, selon OIM, est de permettre aux décideurs et humanitaires d'avoir des informations de base concernant les mouvements de personnes dans cette province enfin d'améliorer la compréhension des dynamiques du déplacement et de mettre en place des réponses humanitaires appropriées.

**Ituri : les élèves étudient sous un manguier à Walendu Bindi, après l'écroulement de l'un des bâtiments de l'école.** Les élèves de l'école primaire Medu-Malili, dans la province de l'Ituri, étudient sous un manguier depuis mardi 9 mars. Le bâtiment de l'école s'est écroulé à la suite des intempéries. Chaque jour, vers 10 h. les cours s'arrêtent, et les élèves sont renvoyés à la maison.

**Butembo : reprise des activités au Centre de traitement d'Ebola de Katwa, mardi 16 mars.** Cette décision est le résultat d'un échange lundi dernier, entre ces prestataires des soins et le répondant de la Division provinciale de la Santé antenne de Butembo. Ce dernier, qui du reste est leur autorité hiérarchique directe, leur a donné une promesse ferme, quant au suivi de leurs réclamations auprès de la hiérarchie au niveau national. Ces prestataires réclament le réajustement du barème salarial des agents engagés, tel que publié en date du 9 mars en cours, par le ministre de la Santé publique.

**Nord-Kivu : de nouvelles arrestations dans les enquêtes sur la vente des munitions de guerre.** Selon des sources judiciaires, lors de son audition, l'un des civils arrêtés et qui a été identifié comme avoir déjà été arrêté par les services de sécurité par le passé dans le dossier du groupe armé ADF avant d'être relâché, a avoué aux enquêteurs qu'il achèterait les munitions de guerre depuis 2018. Ce qui a conduit à l'arrestation de l'ancien chef de dépôt et officier d'ordonnance de la base logistique des Fardc à Beni. Cet officier de l'armée était déjà déployé en dehors de la ville de Beni. Les magistrats militaires viennent également d'écrire au commandant du secteur Opérationnel Sokola 1 Grand Nord pour lui demander de mettre à leur disposition le commandant en second chargé de l'administration et de la logistique de la 32ème Brigade de réaction rapide des Fardc pour établir ou non sa responsabilité dans cette affaire.

**Ituri : 2 morts lors des échauffourées entre la population et les militaires à Marabo.** Les jeunes en colère s'opposaient à « l'arrestation d'arbitraire » de dix civils par l'armée à Nyakasate, localité dans le groupement Mayalibo. Ces derniers sont soupçonnés d'être de connivence avec les miliciens de la FPIC, très actifs dans la région. Ces suspects ont été ensuite transférés à Marabo au camp des militaires à la fin de la journée. Ce qui a suscité la colère de la population de Marabo, composée en majorité de jeunes. Les habitants ont manifesté pour réclamer la libération de leurs frères considérés comme des innocents. C'est dans cette confusion que les militaires ont tiré des coups de feu pour contenir la foule en colère. Un des manifestants a été touché par balle et est mort sur place. Une autre personne a succombé suite aux détonations d'armes.

**Uvira : 4 morts en 2 mois à la prison centrale Mulunge.** Ces cas ramènent à vingt et un le nombre de morts enregistrés depuis Janvier 2020 dans ce milieu carcéral. Christian Mokelwa précise que beaucoup parmi les détenus viennent de Hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga. Ils n'ont aucune famille à Uvira pour leur apporter de la nourriture. Certains parmi eux succombent à la moindre menace de la famine.

**Maniema : les agents de Namoya Mining S.A revendiquent 15 mois d'arriérés de salaire,** et le décompte final. Ces agents ont organisés mardi 16 mars un sit-in devant leur bureau à Kindu. Ils affirment qu'ils passent des moments très difficiles créant ainsi une insécurité sociale depuis la suspension des activités de cette société en septembre 2019. Le secrétaire général de Namoya Mining S.A, Thierry Ntumba, reconnaît cette situation. Il a fait savoir qu'ils sont en plein travail pour régler cette question. Les mêmes manifestations ont été organisées le même mardi à Salamabila et à Bukavu.

**Mbuji-Mayi : le litre d'essence passe de 3 000 à 5 000 FC.** Cette hausse du carburant a provoqué la hausse de plusieurs produits manufacturés. Le président de l'Association des importateurs des produits pétroliers au Kasai-Oriental (APIKOR), justifie cette hausse par des locomotives de la Société des chemins de fer du Congo (SNCC) qui sont incapables de parcourir des longues distances et de tracter plusieurs rames des wagons.

**Arrestation des officiers Fardcà Beni : la société civile demande l'ouverture des audiences.** « La société civile dans la ville de Beni salue les efforts fournis par les services de sécurité et de l'auditorat supérieur près de la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu pour avoir intercepté une quantité importante de munitions de guerre dans une maison le lundi 15 mars 2021 au quartier Cité Belge en commune Bungulu. De ce fait, la société civile de la ville de Beni demande à la cour militaire du Nord-Kivu d'organiser d'urgence une audience en chambre foraine en vue d'éclairer l'opinion sur la provenance ainsi que de la destination de ces munitions de guerre et que les auteurs soient fixés de leur sort ».

**Bintou Keita : « Je vais travailler pour un Congo stable, pacifique et prospère,** pour continuer d'accompagner l'autorité de l'Etat et le renforcement de ses fonctions régaliennes : police, armée et justice, sur tout le territoire de ce pays, plein de potentialités. Pour y parvenir, il nous faut jouer collectif. Pour la Monusco, cela veut dire maintenir la pression militaire sur les groupes armés qui menacent les populations, accompagner les institutions congolaises et s'attaquer aux causes profondes », a ajouté la cheffe de la Monusco, Mme Bintou. Elle explique que cet accompagnement veut dire aussi, « travailler de façon étroite avec les autorités nationales et provinciales, et toutes les forces vives de la Nation, car les Congolaises et les Congolais sont la principale richesse de ce pays, femmes, hommes et enfant dont le potentiel immense est constamment entravé par les poches de conflit qui subsistent. » Mme Bintou Keita dit venir «l'esprit ouvert, prête à travailler avec toutes les bonnes volontés, pour voir comment la Monusco et l'équipe-pays des Nations unies peuvent continuer à soutenir au mieux les efforts du gouvernement et de la société civile pour la stabilisation de la RDC, et accompagner le pays sur la voie d'un développement et d'une paix durables. ».

**Alain Atundu : « Ce que l'on reproche à Kalev Mutondo doit être prouvé ».** Le communicant du Front commun pour le Congo s'exprimait ainsi à propos des poursuites judiciaires lancées contre cet ancien patron de l'Agence nationale des renseignements (ANR). L'ancien patron de l'ANR fait l'objet d'un avis de recherche lancé contre lui par la justice congolaise. Il avait refusé de répondre aux deux convocations qui lui ont été envoyées, dont celle du mardi 9 mars.

**Sud- Kivu : le caucus des femmes milite pour la promotion de l'égalité de genre dans les universités.** Ce sujet était au centre des échanges mardi 16 mars à Bukavu entre le caucus des femmes pour la paix et les femmes enseignantes des universités et instituts supérieurs. La directrice générale de l'Institut supérieur de commerce (ISC) /Bukavu et présidente de la conférence provinciale des chefs d'établissements de l'ESU Sud-Kivu, a fait un état des lieux sombre de la représentativité de la femme en milieu universitaire. « La représentativité de la femme dans les milieux universitaires au Sud-Kivu est encore minime. Les femmes qu'on trouve au niveau des comités de gestion ne dépassent même pas 10 », a-t-elle déploré. Les participantes à cette rencontre annoncent qu'un plaidoyer sera fait pour se rapprocher plus de jeunes femmes, afin de les amener à s'inscrire dans le leadership en milieux universitaires.

**Condamnation de 6 journalistes à Bumba : JED appelle à la révision de la loi sur la presse.** Ces six journalistes de la Radio communautaire Bumba Lokole, sont condamnés à une année de prison dont six mois avec sursis pour «dénonciation calomnieuse et imputations dommageables ». Le tribunal de paix de Bumba a rendu son verdict le mardi 16 mars dans l'affaire qui opposait ces journalistes à la Radio communautaire Bumba Lokole, station émettant à Bumba, au président du conseil de gestion de leur média, accusé de mauvaise gestion et de harcèlement sexuel. JED exprime sa grande déception après cette condamnation des journalistes qui confirme, une fois de plus, « l'urgence et la nécessité de la révision de la loi actuelle sur la presse qui fait la part belle aux prédateurs de la liberté de presse et d'expression pour faire taire les voix qui les dérangent. »

**Maniema : 7 perroquets gris abandonnés par un braconnier à la barrière de Katako.** Ces espèces protégées ont été récupérées par les agents de services de sécurité commis à cette barrière et mises à la disposition du ministre provincial de l'environnement. Ces perroquets gris seront remis à l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN). Il appelle toute la population à protéger ces espèces rares du parc national de Lomami, qui sont menacées par les braconniers.

**Ituri : la société civile demande à l'entreprise minière MGM de quitter Mongwalu.** Dans leurs déclarations, les jeunes leaders de l'Ituri et la société civile de Mongwalu disent accorder deux mois à cette société pour fermer ses portes, car elle n'apporte rien à la province, surtout à la population locale. Ils l'accusent notamment de n'avoir pas créer les emplois. Le coordonnateur de cette structure estime qu'il est inconcevable que cette société continue à extraire des ressources pendant que la population croupit dans la misère. La société civile de Mongwalu accuse pour sa part cette entreprise de faire de l'exploitation artisanale de l'or en prenant des engagements avec les coopératives minières locales. Selon elle, les clauses du contrat avec le gouvernement stipulent que cette entreprise devrait lancer depuis plusieurs années l'exploitation industrielle de minerais. Le ministre provincial de l'énergie et mines dit avoir pris acte de ces revendications. Il rassure ces structures de l'engagement du gouvernement provincial pour rétablir l'ordre dans ce secteur.

**Mbuji-Mayi : rencontre de commissaires provinciaux de la PNC du grand Kasai.** Le commissaire divisionnaire et commissaire général adjoint en charge de la police administrative, Patience Mushid Yav a déclaré : « Nous sommes venus pour échanger avec les autorités politiques, militaires, civiles et autres et pourquoi pas la société civile sur la situation sécuritaire de la province du Kasai-Oriental en particulier et en général, nous sommes venus parler de la situation sécuritaire du grand Kasai, car derrière moi, il y a tous les commissaires provinciaux de l'espace grand Kasai ».

**Kinshasa : les agents des régies financières suspendent leur grève,** décrétée la semaine dernière. D'après le président de l'intersyndical national de l'administration publique, Fidèle Kiyangi, le gouvernement a payé l'argent de la rétrocession de décembre dernier et affirme que les pourparlers se poursuivent pour l'épuration des deux mois restants.

**Jeudi 18 mars.**

**Félix Tshisekedi lance les travaux de réhabilitation et modernisation des voiries urbaines.** Le Premier projet pilote dénommé « Tshilejelu » lancé sur l'avenue Terre jaune dans la commune de N'sele consiste en la réhabilitation et la modernisation d'un réseau de 40 km de voirie dans la ville de Kinshasa, en raison de 10 km pour chacun des 4 districts urbains. « L'objectif poursuivi à travers ce projet est de désengorger les grandes artères en proie à des embouteillages interminables », indique la dépêche. Le deuxième projet « Modern Construction » lancé à la 7<sup>ème</sup> rue Limete et exécuté par l'OVD vise la réhabilitation d'un réseau de 13 km dans la ville de Kinshasa. Dans un premier temps, la 7<sup>ème</sup> rue, 12<sup>ème</sup> ,13<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> rue Limete seront totalement réhabilitées et éclairées.

**Les avocats de Kalev Mutondo dénoncent « une procédure irrégulière ».** En se basant sur l'article 17 alinéa 2 de la Constitution, ils soutiennent que les officiers de police judiciaire ou du ministère public doivent « impérativement demander l'avis préalable de l'administrateur général de l'ANR », avant de poursuivre Kalev Mutondo. L'ancien patron de l'ANR, poursuivi par la justice congolaise, est accusé de tortures et assassinats attribués à l'Agence nationale des renseignements sous sa direction. Il a été appelé à comparaître le 18 février et le 9 mars 2021. Pour les avocats de M. Mutondo, ces deux invitations de comparaître ont été lancées à leur client, avant même que la justice n'obtienne l'avis préalable. Ils rappellent, dans leur lettre, que l'ANR a finalement donné un avis négatif le 6 mars, mais le magistrat Robert Kumbu Phanzu a néanmoins lancé un mandat d'arrêt contre Kalev Mutondo.

**Butembo : des femmes leaders d'opinion échangent sur le leadership féminin et le mandat de la Monusco.** Merault Ahouangansi, chef intérimaire du sous bureau de la Monusco Butembo, indique : « Quinze années après l'adoption de la Constitution, plusieurs défis restent à relever pour restaurer tous les droits, les talents et l'expertise de la femme. Nous sommes dans une zone hélas marquée encore par la violence avec la présence de plusieurs groupes armés qui continuent de défier l'autorité de l'Etat. Les femmes sont encore les premières victimes de cette instabilité préoccupante dans un double contexte de crise sanitaire Ebola et Covid-19 ». L'atelier a aussi évoqué le rôle indispensable de la Femme pour un environnement beaucoup plus protecteur.

**L'Unicef et le PAM lancent le projet d'assistance aux populations urbaines touchées par la Covid-19.** « Ce projet pilote financé par le Bureau d'assistance humanitaire de l'USAID et le Bureau britannique des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement cible 123 000 personnes de la commune de la N'Sele à Kinshasa qui dépendent du travail journalier ou du commerce informel et vise à compenser la perte de revenus occasionnée par la pandémie de Covid-19 », explique le communiqué. Les cellules d'animation communautaire ont contribué à sensibiliser et mobiliser les communautés autour de la Covid-19 et des différentes étapes de mise en œuvre du projet, à savoir la sensibilisation

sur l'enregistrement biométrique des ménages, la distribution des cartes sim et l'obtention d'espèces. Le lancement officiel du projet fait suite à plusieurs mois de préparatifs visant à s'assurer que les transferts monétaires effectués parviennent aux résidents qui en ont le plus besoin.

**Les acteurs politiques accusés de retarder la sortie du gouvernement Sama Lukonde.** Trente et un jours sont passés depuis que Jean-Michel Sama Lukonde a été nommé Premier ministre mais son gouvernement n'est toujours pas connu du peuple congolais. Certains congolais relativisent cet état de choses, estimant que le Premier ministre et le Chef de l'Etat doivent être pointilleux quant au profil des futurs ministres. Pendant ce temps, d'autres dénoncent une lutte éhontée des politiques dans le partage du gâteau. Le regroupement Ensemble pour la république refuse carrément de généraliser cette responsabilité. Pour l'UDPS, il ne faudrait pas que le gouvernement Sama Lukonde soit une source de frustration pour le peuple congolais mais plutôt efficace pour répondre aux attentes de la population. Delly Sessanga, une des têtes d'affiches du groupe des 13 personnalités politiques, attribue ce retard au mécanisme complexe précédant la mise en place d'un gouvernement en RDC. Quoiqu'il en soit, les uns et les autres reconnaissent la situation pas du tout reluisante dans laquelle se trouve le pays.

**Nord-Kivu : 10 ponts coupés, écoles et maisons détruites à la suite des pluies diluviennes à Ufamandu.** Selon le président de la jeunesse de la communauté Batembo de Masisi : « Certaines structures scolaires et sanitaires voire même des habitations des populations ont été aussi touchées et endommagées par cette même pluie dans les villages de Kyeshero, Nyalushange et Myano. C'est pourquoi la jeunesse de la communauté des Batembo demande au gouvernement de venir en aide à cette population qui aujourd'hui traverse une vie misérable. Nous avons peur qu'il y ait d'autres dégâts »

**Kasaï-Oriental : les travaux d'asphaltage de la route Mbuji-Mayi-Mwene Ditu annoncés en mai prochain.** D'après le chef de cette délégation de l'Agence Congolaise de Grands Travaux, les études ont été menées pour évaluer les travaux à effectuer. Les travaux seront divisés en deux tranches : « Entre Mbuji-Mayi et Mwene Ditu, ça sera une route bitumée. Nous allons intervenir sur certaines parties pour qu'il y ait fluidité de trafic. Mais, entre Mwene Ditu et Kamina, ce sera une route en terre pour le moment. Mais nous allons voir au fur et à mesure, comment nous allons commencer. Nous allons planifier un plan pour bitumer cette partie aussi. C'est un projet qui est souple. On n'a pas encore mis le prix là-dessus ». C'est un projet qui sera financé par la Société des Péages congolais (SOPECO), a-t-il déclaré.

**Kasaï-Central : le directeur de la province éducationnelle s'oppose au paiement des frais scolaires de Janvier et février 2021.** « Les écoles privées ou publiques sont sous la gestion de l'Etat. Pour le mois de décembre, il n'y a pas de débat, si on n'avait pas payé à la fermeture, à la reprise chers parents il faut payer parce que les écoles ont fonctionné au mois de décembre parce qu'il ne restait que trois jours pour aller en vacances. Les enfants ont repris le 22 février. En tant que tel pendant le mois de janvier et celui de février, on ne peut pas exiger les frais », a-t-il indiqué.

Le gouvernement ne devrait pas être astreint à l'investiture au préalable par le Parlement (Sessanga)  
Cette idée est contenue dans la pétition du parti politique Envol, concernant la révision de la Constitution : « Nous avons pensé dans la pétition de l'Envol, pour réviser la constitution, une fois que le Premier ministre est nommé, il forme son gouvernement. Celui-ci vient présenter son programme et s'il n'y a pas de motion de censure contre ce gouvernement, ce gouvernement est réputé être entré en fonction », souhaite M. Sessangan, député national. Il estime que la chose qui complique aujourd'hui, c'est le fait d'astreindre le gouvernement à l'investiture, en l'absence même d'une motion de censure. « Le gouvernement étant investi par l'assemblée nationale ça conduit généralement à des négociations politiques d'apothicaires sur des détails, le partage des postes qui prennent le pas même sur le programme que le groupe doit défendre ensemble. L'une des solutions, c'est de combiner deux mesures. Il faut faire évoluer progressivement notre mode de scrutin proportionnel vers un scrutin majoritaire afin d'avoir des majorités compactes. De l'autre côté, c'est de supprimer cette phase d'entrer en fonction du gouvernement qui l'astreint à une investiture du parlement », soutient-t-il. Pour lui, tous les acteurs impliqués dans la formation du gouvernement doivent se ressaisir et se mettre en tête que tout le monde ne doit pas faire partie du gouvernement.

**Ituri : le bilan de l'attaque de Codeco à Mambisa passe de 8 à 16 morts.** Les Fardc sont intervenues pour traquer ces inciviques. Pendant leur fuite, ils ont continué à commettre des exactions dans la zone. Le chef de la chefferie de Ndo Okebu précise que huit autres corps dont un policier et un militaire ont été découverts après le retrait de ces hors la loi. Il y a eu également 40 blessés. A l'heure actuelle, les villages de Gele, Lalo et Tchele sont vidés de leurs habitants.

**Affaire Ngezayo : des ONG nationales et internationales dénoncent la détention « arbitraire » de 111 personnes à la prison.** Ces ONG exigent des garanties d'un procès équitable pour ces personnes arrêtées à la suite de l'assassinat de l'homme d'affaires congolais Simba Ngezayo au Nord-Kivu. L'avocat Henri Wembolua de l'ONG congolaise AUDF affirme que c'est depuis le 3 novembre 2020 que ces personnes se trouvent en détention préventive à la prison militaire de Ndolo/Kinshasa sans être jugées. Il appelle le Chef de l'Etat congolaise et le Conseil supérieur de la Magistrature à

veiller au respect du droit de la défense et garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire dans cette affaire. « Nous demandons aussi à l'auditorat général et au magistrat de « libérer immédiatement les personnes arrêtées arbitrairement et poursuivre en justice les personnes impliquées dans l'assassinat de M. Simba Ngezayo. » Contacté à ce sujet, l'Auditorat général des FARDC se dit non encore saisi de ce dossier qui évolue au niveau du Conseil national de sécurité dont les enquêtes sur le meurtre de Ngezayo se poursuivent.

**Beni : l'ONG APA signale le renforcement d'effectif des rebelles ADF dans plusieurs localités de la région.** « Action pour la Paix en Afrique » (APA), parle des mouvements et de renforcement en effectif des ADF dans la région environnant Kamango, Eringeti, au sud de la rivière Semuliki, dans le parc national des Virunga ainsi que dans une partie de Karuruma. APA estime qu'il est temps que les autorités politico-administratives et militaires ainsi que leurs partenaires du domaine prennent des mesures préventives pour barrer la route aux probables attaques de ces rebelles.

**Bukavu : la société civile de Kadutu dénonce le retour et la persistance des frais illégaux dans certaines écoles.** Parmi les écoles citées, il y a celles qui sont conventionnées catholiques et d'autres sont du Réseau protestant. Elles sont accusées de faire payer les frais dits illégaux en chassant les élèves qui n'ont pas payé même dans la brutalité. Certains responsables de ces écoles reconnaissent les faits et parlent d'un arrangement entre écoles et les comités des parents.

**Après la pluie à Kinshasa, de vastes champs maraichers détruits sur le site Rail 1.** « Toutes les cultures sont sous l'eau : le riz, les légumes. Vraiment, les dégâts sont énormes ! », a déploré le président du site maraicher Rail 1, appelant les autorités à intervenir d'urgence. Il explique que ces inondations sont accentuées par des spoliateurs, qui occasionnent des constructions anarchiques autour du site et le long de la rivière.

**Nord-Kivu : 14 ONG environnementales demandent au gouverneur de laisser la gestion du Lac Edouard à l'ICCEN.** Le porte-parole de ces organisations demande que le libre cours soit laissé à l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCEN) et ses partenaires pour une bonne gestion du lac Edouard, qui est une partie intégrante du Parc national des Virunga. Lors de sa dernière tournée du 20 au 24 février dernier dans les deux enclaves du Lac Edouard, la ministre Fatuma Hassan avait suspendu les activités de la Coopérative des pêcheurs des Virunga (COPEVI) ainsi que le comité local des pêcheurs de Vitshumbi. Pour la COPEVI, cette mesure perturbe la réglementation de la pêche sur ce lac.

**Kwilu : l'ISP Bulungu scellé par un député national depuis un mois.** L'administrateur du territoire de Bulungu confirme que tout est parti de la révocation, par le comité de gestion de cette institution d'enseignement supérieur, des deux chefs des travaux, deux assistants et deux ouvriers. « Parmi les agents qui étaient révoqués, la population a compris que la plupart (étaient des) yansi (...) Puisque le problème est d'abord le problème de réintégration de ces gens, il faut réintégrer ces gens. » Le directeur général de L'ISP Bulungu, indique que ces gens n'étaient pas révoqués mais plutôt mis à la disposition de la hiérarchie, qui a le droit de décider sur leur sort.

**Elections de 2023 en RDC : la CENCO lance son plan d'action.** « Agenda 2023 », la feuille de route de l'épiscopat congolais pour les élections ne vise pas à « combattre les acteurs politiques. Il est en fait un programme planifié pour mobiliser la population autour de la question électorale afin que, de son vote, arrivent au pouvoir des personnes et programmes qui répondent à leurs aspirations ». Il comporte trois volets : Plaidoyer et médiation, Observation électorale et Education civique, a détaillé à cette occasion le chargé de programme Education civique et électorale, Cyrille Ebotoko.

**Beni : des policiers et militaires congolais formés sur la lutte contre le terrorisme à caractère religieux.** Ces OPJ bénéficiaires de cette formation sont issus d'unités spécialisées de la PNC (commissariat territorial d'Oicha) et les cinq éléments des FarDC, de l'axe Nord des opérations Sokola1. Ils ont été outillés sur les techniques de collecte d'informations pour lutter contre le terrorisme à caractère religieux. Pendant cinq jours, les participants ont été formés sur le concept de la radicalisation religieuse et l'extrémisme violent, le graphique de l'activité des groupes terroristes, le processus de planification d'un incident ou d'un acte terroriste, le terrorisme dans le temps et dans l'espace, l'analyse géospatiale et temporelle plus approfondie des données, la structure des réseaux terroristes et les techniques d'investigation, à savoir : la vérification des données téléphoniques et interrogatoire.

**Matadi : la direction de la prison centrale plaide pour un meilleur encadrement des femmes détenues.** Selon la directrice adjointe de la prison de Matadi, Apolonia Longo, sur 610 pensionnaires, se trouvent 19 femmes. Selon elle, bon nombre de ces femmes ont encore de longues années à passer en détention. « Sans la mise en place des activités d'encadrement pour les femmes dans les institutions pénitentiaires, le leader féminin et l'automatisation de la femme ne resteront que de vains mots ». La promiscuité reste encore un problème épineux dans cette prison. Elle plaide pour la construction d'une autre infrastructure dans l'enceinte de cette prison afin de placer les femmes à l'écart des hommes.

**Vendredi 19 mars.**

**Formation du gouvernement : pour Sama Lukonde, « il ne faut pas confondre urgence et précipitation ».** Le Premier ministre affirme : « Nous comprenons l'urgence de la sortie du gouvernement. Mais il ne faudra pas confondre urgence et précipitation. Ici place à la sérénité, place au travail sans précipitation pour arriver à un gouvernement. Nous espérons que dans les prochains jours, nous serons en mesure de nous présenter au Parlement non seulement avec le gouvernement, mais aussi avec un programme du gouvernement enrichi par toutes ces forces vives de la Nation ». Pour lui, l'inclusivité, la géopolitique, la participation féminine, de la jeunesse et celle de la société civile sont autant des critères à prendre en compte pour la formation d'un gouvernement consensuel.

**Kisangani : les agents de la RVA réclament 75 mois d'arriérés de salaires.** Outre les 75 mois d'arriérés de salaires, ils réclament aussi 8 autres mois non-payés après le confinement : d'août 2020 à février 2021. Cette situation entraîne des conséquences néfastes sur le plan socio-sanitaire : « Les décès inopinés des agents dus à ce mauvais traitement : au total, 21 durant en 2020. La non-scolarisation des enfants, le déguerpissement des agents par leurs bailleurs, plusieurs agents hospitalisés à Kisangani et à Kinshasa. » En vue de soulager leur misère, les agents de la RVA somment Congo Airways à payer ses redevances ne fut-ce que partiellement dans les 48 heures. Faute de quoi, ils vont bloquer le trafic.

**Bintou Keita présente au chef de l'état le rapport de sa mission dans la partie Est du pays.** La cheffe de la Monusco a fait une tournée à Goma, Bukavu, Bunia et Beni. Cette visite dans l'Est du pays lui a permis de « toucher du doigt les souffrances des populations locales et de voir où la Monusco doit renforcer ses capacités et son action sur le terrain ». Elle a indiqué qu'il y a de l'espoir avec certains programmes qui sont en train d'être mis en œuvre et qui doivent se matérialiser rapidement pour sécuriser les populations.

**Butembo : l'ECC demande au Président Tshisekedi de mettre fin à l'insécurité dans l'Est du pays le plus tôt possible.** Dans un message l'Eglise du Christ au Congo (ECC) déclare avoir constaté que la situation sécuritaire, caractérisée par des massacres, ne fait que s'empirer dans la région, en dépit de plusieurs promesses de paix qui ont nourri un certain espoir au sein de la population. « Nous recommandons au président de la RDC, en tant que garant de la nation et commandant suprême des forces armées de la République, de prendre toutes les mesures concrètes le plus tôt possible pour finir avec cette situation et cela au plus tôt possible ».

**Tanganyika : marche des creuseurs pour la révision du prix du coltan à l'achat à Kisengo.** Selon ces marcheurs, 1 kg du coltan est acheté sur place entre 25 et 27.5 USD et est revendu au marché de Kalemie à plus de 50 USD le kg. Les creuseurs disent vendre les produits à vil prix. L'exploitation du coltan à Kisengo remonte à l'année 2007 avec l'installation de l'entreprise Mining mineral ressource (MMR). Après le départ de MMR, c'est la Coopérative CEDEMSE qui rachète les minerais du coltan sur place. Une activité qui dure depuis déjà environ 5 ans.

**Jean Bamanisa inquiet sur la situation sécuritaire en Ituri.** Le gouverneur de l'Ituri a demandé à ces élus, la population et tous les services de sécurité de s'impliquer activement pour que prennent fin et de façon définitive ces hostilités qui retardent le développement de cette province : « Il faut arrêter ce mode d'existence de criminalités, cela ne nous fait pas avancer, on est en train de reculer. Donc cela doit s'arrêter », a affirmé Jean Bamanisa.

**Beni : les activités paralysées à la suite d'une ville morte organisée pour protester contre l'insécurité.** Dans un communiqué lancé à travers les réseaux sociaux, le groupe de pression « Véranda Mutsanga » a appelé les habitants de la ville de Beni ainsi que d'autres contrées du territoire à observer une ville morte afin de protester contre les tueries des civils. Le maire intérimaire de la ville avait interdit jeudi 18 mars toute manifestation dans sa juridiction, menaçant de faire arrêter ceux qui iront à l'encontre de cette mesure. Le porte-parole de la police dans la ville de Beni, indique que la situation est sous contrôle et quelques manifestants ont été interpellés. Par contre, à Oicha, chef-lieu du territoire de Beni, la situation est restée tendue, selon des sources de la société civile locale. Des manifestants ont érigé aussi des barricades sur les artères principales et même brûlé des pneus dans certains coins chauds de la commune. La même source affirme que la police a dû faire usage de bombes lacrymogènes pour disperser les manifestants.

**Bukavu : le PAM assiste les femmes de l'association « Tupendane ».** Plus de 70 femmes et enfants de l'association «Tupendane » dans la commune de Kadutu, à Bukavu (Sud-Kivu) ont bénéficié mercredi 17 mars de biens en nature. Ces femmes vulnérables ont reçu des pagnes, savons et cache-nez. L'association Tupendane, une association des Missionnaires Xaveriens, dirigée par le Père Giovanni Querzani s'occupe des femmes et enfants mal nourris.

**Kongo-Central : l'activisme des coupeurs de route entre Lukala et Kimpese refait surface.** Des bandits ont braqué dans la nuit de mercredi à jeudi 18 mars des véhicules et ont extorqué les biens des passagers. Ces bandits ont encore menacé avec armes des voyageurs au niveau du dos d'âne de Ngongo à la hauteur de l'ancien poste de la Police de circulation routière Lukala. Selon le coordinateur de la nouvelle société civile de Lukala, qui tire la sonnette d'alarme, invite les autorités à renforcer la sécurité sur le tronçon reliant les deux sites du Kongo-Central.



**Kwilu : les buffles et hippopotames apparaissent dans les villages du territoire de Masi-Manimba.** Ces hippopotames et buffles occupent les brousses et les forêts de village Kingongo dans le secteur de Kibolo et autour du village Wedinene dans le secteur de Mosango. Le député de Masi-Manimba affirme que ces hippopotames sortent de la rivière Gobari, dispersent les habitants, ravagent des champs et des étangs puis empêchent la population de vaquer librement à ses occupations champêtres.

**Mbuji-Mayi : l'exécutif interdit l'inhumation des corps au cimetière de Tshibombo.** Le maire de la ville justifie cette décision par le fait que ce cimetière est saturé depuis plus de 8 ans. Il envisage, par ailleurs, le déploiement des services de sécurité sur terrain, pour mettre la main sur les récalcitrants.

**Bunia : plus de 6 quartiers sans eau.** Ce sont les miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo, (FPIC) qui ont saboté les installations de cette entreprise privée qui distribue l'eau, lors de la traque des Fardc pour déloger ces hommes de la localité de Mwanga, à 12 km de Bunia. Parmi les quartiers qui sont privés d'eau, se trouve Ngezi, Bankoko, Bigo et Mudzipela. Plusieurs habitants demandent au gouvernement de déployer des militaires pour sécuriser le site de Ngongo mais surtout de mettre fin à la guerre en Ituri.

**Beni : l'armée reprend le contrôle de Lume, après 5 mois de règne d'un groupe Mai-Mai.** Les sources militaires renseignent que les jeunes d'un groupe Mai-Mai de la région qui régnaient en maîtres dans cette commune ont été chassés jeudi dans les après-midi après un choc qui n'a pas duré, avant que l'armée ne reprenne le contrôle de cette commune.

**Luiza : accalmie après accrochage dans une famille royale à Bakaluyambi.** Cette situation est consécutive à une série des sensibilisations entreprises sur place par l'administrateur du territoire qui exhorte les deux parties à privilégier le dialogue. Les accrochages entre les membres de cette famille ont fait près de vingt blessés graves.

**Modeste Bahati et Dominic Sam du PNUD échangent sur le développement des provinces.** Lors de cette séance de travail, le Président du Sénat a présenté au représentant pays du PNUD les différentes réformes qu'il compte mener pendant son mandat, afin de favoriser le développement des provinces. Pour y arriver, il a sollicité l'appui du PNUD, qui s'est dit disposé à accompagner toutes les réformes qui vont dans le sens de favoriser le développement.

**Avec 12 mois d'arriérés d'émoluments, les députés provinciaux sollicitent l'implication de Modeste Bahati** « En un mot, nous souffrons. Nous avons totalisé aujourd'hui 12 mois d'arriérés des émoluments. Tout le monde a déjà touché son argent pour cette année 2021, mais nous, nous n'avons pas encore touché nos salaires depuis janvier 2021, sans compter les arriérés de 2020 », a déclaré le président du Collectif des députés provinciaux, des 26 provinces.

**Nord- Kivu : des pratiques « frauduleuses et illégales » à la base du dysfonctionnement de la justice.** Sans citer ces pratiques « frauduleuses et illégales », le ministre provincial de la Justice et Droits humains, Robert Lufungula affirme que le problème n'est pas au niveau du manque des textes légaux pouvant garantir la bonne marche de la justice dans les différentes juridictions civiles et militaires, mais plutôt, au niveau des distorsions de l'application des lois congolaises.

**France 24 va désormais diffuser sur la TNT à Kinshasa.** Selon le communiqué de la chaîne française, la diffusion de France 24 sur la Télévision Numérique Terrestre (TNT) sera progressivement étendue aux villes de Lubumbashi, Kisangani, Goma, Bukavu, Matadi et Moanda, desservant ainsi un bassin d'audience total de 22 millions d'habitants. Effective à partir du 20 mars, Journée internationale de la francophonie, la diffusion de France 24 sur la TNT à Kinshasa permettra aux foyers équipés d'avoir accès à la chaîne sur le canal 21.

**Vente présumée des munitions de guerre à Beni : deux officiers supérieurs de l'armée arrêtés.** Le commandant en second en charge de l'administration et de la logistique de la 32ème Brigade de réaction rapide des Fardc a été placé en garde à vue. Lundi dernier, 82 caisses de munitions ont été saisies dans une maison en commune de Bungulu de Beni. Ces munitions sortiraient frauduleusement du dépôt d'armement de l'unité de la 32e Brigade des Fardc. Le commandant compagnie transit de la 32ème Brigade des Fardc a été également placé en détention. Selon des sources judiciaires, c'est cet officier supérieur de l'armée qui avait facilité la fuite de la voiture 4X4 d'un civil qui transportait des munitions de Mambango jusqu'au quartier Kanzulnzuli de Beni. D'autres militaires avaient déjà été arrêtés, lundi 15 mars.

**Décès du président tanzanien Magufuli : Félix Tshisekedi décrète 3 jours de deuil national.** « Le peuple congolais partage avec le peuple tanzanien des liens historiques, culturels et sociologiques. En solidarité avec nos frères tanzaniens, je décrète 3 jours de deuil national du mardi 23 au jeudi 25 mars en mémoire de son excellence John Magufuli. Pendant ces jours, les drapeaux seront en berne », a précisé Félix Tshisekedi.

**Samedi 20 mars.**

**Sauvegarde de l'écosystème : la RDC réclame 21 milliards USD de compensation financière à la communauté internationale.** « On ne parlera plus de la forêt à travers le monde sans parler de la RDC. Nous voulons saluer les efforts fournis par la Président de la République dans le cadre de la diplomatie environnementale et souligner surtout la compensation financière qui revient à la RDC. Nous voulons continuer à conserver et à protéger nos forêts. Mais nous voulons également lutter contre la pauvreté », a indiqué le ministre de l'Environnement.

**Nord-Kivu : des combattants APCLS attaquent une position des FARDC à Kashebere,** dans le territoire de Walikale. Cette attaque visait, la libération de deux prisonniers de l'APCLS détenus à cette position mais aussi l'approvisionnement des miliciens en armes et en munitions. Élu provincial de Walikale, Prince Kihangi appelle l'APCLS à « cesser son activisme et adhérer au processus de paix » et invite également les FARDC à renforcer la position de Kashebere en effectif.

**Covid-19 en RDC : 531 personnes guéries et 112 nouveaux cas enregistrés le 19 mars.** L'on a ainsi enregistré 216 personnes guéries à Kinshasa, 106 dans le Haut-Katanga, 66 au Sud-Kivu, 59 au Lualaba, 43 au Nord-Kivu, 34 au Kongo-Central, 5 à l'Équateur et 2 dans le Haut-Uélé. Le document indique que 112 nouveaux cas confirmés, dont 56 au Lualaba, 22 dans le Haut-Katanga, 17 à Kinshasa, 16 au Sud-Kivu et 1 au Nord-Kivu ont été enregistrés le 19 mars. Depuis le début de l'épidémie le cumul des cas est de 27.467 cas confirmés et au total, il y a eu 726 décès. **La société Sud-coréenne Bio Sensor remet 10 000 kits de test rapide Covid-19 au FNSCC.** Le coordonnateur du Fonds national de solidarité contre la pandémie de Coronavirus a expliqué que ces kits sont destinés aux structures médicales de la RDC. Pour la société sud-coréenne, Bio Sensor, ce don s'effectue dans le cadre de l'appel à la solidarité lancé par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, à combattre cette pandémie.

**Ituri : 5 morts dans une nouvelle incursion des rebelles ADF au village Hôtel-Bega,** dans la chefferie de Walese Vonkutu, territoire d'Irumu. Les victimes ont été exécutées non loin de la rivière Itilemba dans l'entité Lunasamboko. Il s'agit pour la plupart des paysans qui ont été surpris dans leurs champs. Certains parmi eux ont réussi à s'échapper.

**Crise politique entre l'assemblée provinciale et le gouverneur du Maniema : Matata Ponyo appelle à privilégier la paix.** « Tout ce que nous pouvons leur demander c'est de privilégier la paix et l'entente. La population du Maniema qui m'a élu n'a pas besoin de l'insécurité, de la guerre, de la révolte, des bagarres,... la population a besoin de la paix et de la sécurité. J'en appelle au bon sens, à la sagesse et à l'amour de la population », a recommandé Augustin Matata Ponyo. L'ancien Premier ministre appelle les acteurs politiques de la province à mettre fin à l'instrumentalisation de la jeunesse.

«J'insiste sur la non-instrumentalisation de la population. Beaucoup d'opérateurs politiques commencent à utiliser la jeunesse pour leurs intérêts personnels. Nous devons plutôt bâtir sur cette jeunesse, un avenir meilleur et radieux ». La province du Maniema traverse une crise entre l'exécutif et le législatif depuis l'éviction du gouverneur de la province.

**Des centaines de morts et 40.000 civils déplacés par les attaques dans le nord-est du pays (HCR).** En moins de trois mois, les ADF ont attaqué 25 villages. Selon le HCR, le groupe rebelle ougandais aurait incendié des dizaines de maisons et enlevé plus de 70 personnes. « Ces chiffres s'ajoutent aux 465 Congolais tués dans des attaques attribuées aux ADF en 2020 », a précisé M. Baloch. D'une manière générale, les attaques et les violations généralisées des droits de l'homme se poursuivent également dans d'autres parties de la province du Nord-Kivu. Selon le HCR, « les principales raisons de ces attaques seraient les représailles des groupes armés contre les opérations militaires, la recherche de nourriture et de médicaments, et les accusations portées contre les communautés de partager des informations sur les positions des ADF». A la suite des dernières attaques, les personnes déplacées de force se sont ensuite réfugiées dans les villes d'Oicha, de Beni et de Butembo, dans le territoire de Beni. Beaucoup d'entre elles ont fui à moto. La majorité de ces déplacés internes sont des femmes et des enfants. A noter qu'avant cette récente vague de « déplacement massif », le HCR estime que 100.000 personnes déplacées internes avaient déjà besoin de protection et d'aide pour trouver un abri à Beni.

**Nord-Kivu : 21 morts et 16 blessés dans un accident de circulation à Kihisi.** Parmi les victimes figurent des personnes qui ne vivent pas au Nord-Kivu. Cet accident a été provoqué par un véhicule de l'armée qui avait perdu le contrôle et a percuté plusieurs personnes ainsi que des voitures dans un parking à Munigi.

**Dimanche 21 mars.**

**29 décès dans la prison centrale de Kisangani en 2020.** Selon le chef de division provinciale de la justice et garde des sceaux ces décès seraient liés à la mauvaise alimentation et au manque des produits pharmaceutiques. « Les deux vont un pair. Il faudra équiper les détenus en nourriture pour la force et aussi pour la santé en produits pharmaceutiques. La prison aujourd'hui a un problème sérieux de médicaments, il n'y en a pas », a poursuivi Gérard Bolema Kombozi.

La prison à un dispensaire, selon la même source, où il y a « un personnel qualifié, un médecin affecté, un infirmier titulaire, le corps autre soignant. Ils sont là, disponibles, mais les produits pharmaceutiques font défaut. »

**Environ 100 médecins radiés abusivement de leur Ordre national, dénonce le SYNAMED.** Le Syndicat national de médecins (SYNAMED) s'insurge contre la décision du conseil national de l'Ordre de médecins déclarant « non-inscrits » à l'Ordre une centaine de ses affiliés. « Le SYNAMED se demande pourquoi l'Ordre national des médecins, qui a réalisé ce contrôle administratif, n'a pas convoqué les confrères concernés pour présenter leurs moyens de défense ; au lieu de les qualifier gratuitement de non-inscrits au tableau de l'Ordre national des médecins ».

**Mai-Ndombe : le bureau de l'administratrice de l'hôpital de Mushi scellé par la société civile.** D'après le porte-parole de la société civile de Mushi dans la province de Mai-Ndombe, Kisita Enoka l'AG Asenda Inde est considérée comme meneuse de troubles au sein de l'hôpital général de référence de Mushi. Depuis son affectation au sein de cet établissement médical public, indique-t-elle, au total quatre médecins directeurs ont été chassés par la population à la suite des plaintes et des rapports venant de cette femme. Pour sa part, l'AG Asenda Inde rejette en bloc toutes ces allégations qu'elle qualifie d'un « conflit machiavélique. »

**« Agenda 2023 » de la Cenco : la plateforme Lamuka reste « prudente ».** Le secrétaire général du parti politique Nouvel Elan d'Adolphe Muzito, membre de Lamuka, s'est ainsi exprimé en marge de la Conférence-Débat tenue conjointement par Martin Fayulu et Adolphe Muzito sur les réformes de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) : « Nous restons très prudents face à l'agenda présenté par les pères de l'Eglise ; parce qu'en lisant justement le feuille de route, vous sentez qu'ils se focalisent les reformes telles que proposées par Monsieur Tshilombo au niveau des institutions. » Ce document, publié par les évêques catholiques, prévoit des actions à mener jusqu'aux élections prévues en 2023 en RDC. Il comporte trois volets : Plaidoyer et médiation, Observation électorale et Education civique.

**Décès d'Honoré Ngbanda, ex-conseil spécial de Mobutu.** Honoré Ngbanda, est mort dimanche 21 mars matin au Maroc à la suite d'une maladie. Depuis la chute du régime Mobutu en mai 1997, Honoré Ngbanda Nzambo Ko Atumba s'était réfugié en France, où il vivait avec sa famille.

**Kinshasa : début d'activités commémoratives de la mort de Joseph Kasa-Vubu.** Le 24 mars va marquer le 52ème anniversaire de la mort du président Joseph Kasa-Vubu. Cette année, pour la première fois, c'est la mémoire d'un héros national qui va être célébrée et à l'initiative de l'Alliance politique des Kasavubistes (APAKA), plusieurs manifestations seront organisées du 20 au 24 mars 2021. Dénommées « Semaine Kasa-Vubu », ces activités comprendront notamment la visite de différents sites, où avait travaillé le premier président du Congo indépendant et des journées culturelles. Joseph Kasa-Vubu est décédé le 24 mars 1969. Lundi 29 juin 2020, le président Tshisekedi l'a élevé au rang de héros national.

**Bunia : 23 présumés bandits présentés au public.** Selon la police, ces présumés bandits opéraient dans les différents quartiers de Bunia avec des armes blanches et des armes à feu. Certains ont été arrêtés avec quatre armes de type AK47. Ils sont accusés de vol à mains armées, d'association de malfaiteurs, de crime de guerre, de terrorisme et de participation à un mouvement insurrectionnel. Ces malfaiteurs seront déferés devant la justice pour l'instruction de leur dossier.

**Félix Tshisekedi est arrivé en Tanzanie pour les obsèques du défunt Président John Magufuli.** Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi arrivé ce dimanche 21 mars à Dar es Salam. La série des hommages officiels débutée le samedi 20 mars à Dar es Salam va se poursuivre dans plusieurs villes du pays. La dépouille mortelle du défunt président est arrivée en fin de journée dominicale à Dodoma. Au moins dix chefs d'État sont annoncés à Dodoma pour participer à cette cérémonie aux côtés de la Présidente de la République Samia Suluhu Hassan et du Président en exercice de l'Union Africaine Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Par solidarité avec le peuple tanzanien, un deuil national de 3 jours a été décrété en République Démocratique du Congo.

**Lundi 22 mars.**

**Nord-Kivu : 2 000 ménages assistés à Kashebere par l'ONG ABCOM.** Cette assistance de l'ONG Action pour le bien être communautaire (ABCOM), cible les populations vulnérables de la zone de santé de Kibua contraintes à l'errance à cause des affrontements. Ce projet est financé par le Fonds humanitaire en RDC. Cette assistance en vivres sera suivie des semences afin de permettre à ces habitants de se nourrir et reprendre leurs activités champêtres. L'assistant au projet de ABCOM indique que ledit projet concerne deux zones de santé Kibua et Pinga, en faveur d'environ 4025 ménages.

**Bandundu : les enseignants des écoles de la 37e CADC veulent quitter Ecobank pour « retards récurrents dans la paie »** « Le retard que nous déplorons ici c'est le mois de février, et cela se fait chaque fois dans notre paie, on touche

trois semaines plus tard. Nous n'avons même pas de numéro de compte bancaire. En cas de non-paiement, il n'y a pas une preuve qui va témoigner. C'est pour cela nous sollicitons à qui de droit de nous faire quitter Ecobank pour une autre banque de la ville », a déclaré le représentant de ces enseignants. Aucun responsable d'Ecobank n'a voulu réagir.

**Kasaï-Central : 6 personnes meurent foudroyées à Kazumba et à Kakamba.** Selon des témoins une mère et ses deux enfants qui dormaient ont entendu un coup de tonnerre. Soudain, la fumée a envahi cette maison résidentielle de la cité de Kazumba. Les voisins arrivés sur place ont constaté que la mère venait de rendre l'âme. A 7 km de là, c'est au village Kakamba, une dame et ses quatre enfants ont été foudroyés presque dans des circonstances semblables.

**Equateur : les jeunes d'Ingende contre l'exploitation forestière par les chinois.** Ils accusent ces industriels de ne pas respecter leur cahier de charge, notamment ils font la coupe des grumes dans le secteur de Bokatola, mais le dépotage et l'évacuation par le territoire de Bikoro. Selon le président des jeunes du centre d'Ingende, c'est ce qui occasionne la réhabilitation des routes et du port de Bikoro, l'utilisation de la main d'œuvre de Bikoro et d'autres avantages au détriment du territoire d'Ingende, d'où proviennent ces bois. Aucune réaction n'a été enregistrée du côté de la partie chinoise.

**Journée mondiale de l'eau : 40 % de la population a accès à l'eau dans la province du Sud-Kivu.** Selon secrétaire exécutif du Comité provincial d'action de l'eau dans le Sud-Kivu entre 40 et 45% de la population a accès à l'eau dans la province du Sud-Kivu. Pour lui, toute la population sera bientôt servie en eau potable : « car nous avons maintenant une loi relative à l'eau. Cette loi c'est elle qui vient donner la voie à beaucoup de facilités par rapport à la gestion. Il y a aussi la politique nationale du service public de l'eau qui est déjà validée. Il reste à nous et surtout aux autorités de voir comment mettre en application ces deux textes-là ».

**Irumu : le bilan de l'attaque de Mayalibo passe de 6 à 11 personnes tuées les ADF.** Cela après la découverte de 5 nouveaux corps dimanche 21 mars par la population. Le président de la société civile locale précise que ce bilan reste encore provisoire, car plusieurs personnes prises en otage restent toujours aux mains de ces hommes armés.

**Nord-Kivu : les Fardc récupèrent Mpati et Busumba, quartier général de la coalition CMC/Nyatura et APCLS.** Selon le porte-parole du secteur Sokola 2, cette reconquête est consécutive aux opérations menées par l'armée, une semaine durant, contre la coalition des Nyatura et APCLS de Janvier Kalahiri, qui occupaient la zone depuis plus de deux ans. Il ajoute que l'armée va installer ses positions, durablement, dans ces entités pour rassurer la sécurité des habitants.

**Lamuka exige la réforme avant la désignation des dirigeants de la Ceni.** Dans une déclaration publiée lundi 22 mars, la plateforme Lamuka dit désapprouver la démarche entreprise actuellement par les confessions religieuses pour désigner les animateurs de la Commission électorale nationale indépendante. « Le présidium de Lamuka est convaincu, comme beaucoup de Congolais, qu'il est impérieux d'adopter de manière consensus, par toutes les parties prenantes, la réforme de la Ceni avant toute désignation de ses membres », indique la déclaration signée par Adolphe Muzito et Martin Fayulu.

**Cardinal Ambongo à Modeste Bahati : « Nous voulons qu'une page soit tournée dans la gestion de la chose publique ».** « Comme il [Bahati Lukwebo] l'a dit lui-même, il est venu chez moi à double titre : comme fidèle catholique et homme politique. Nous voulons qu'une page soit tournée dans la gestion de la chose publique dans ce pays, et surtout, nous fondons beaucoup d'espoir sur nos fidèles chrétiens catholiques, pour qu'il y ait cette harmonisation entre la foi et l'engagement politique, entre la foi et l'engagement social (...). Que cette foi [catholique] ne soit pas seulement celle qu'on confesse à l'Eglise, mais qu'elle puisse traverser l'ensemble de nos activités et que les gens qui les verront travailler se disent que ce sont de vrais fidèles catholiques. ». Modeste Bahati dit prendre l'engagement de travailler correctement, selon la loi chrétienne et les orientations de l'Eglise, « pour que le peuple y trouve son compte. »

**Beni : vive tension entre les étudiants et corps académique de l'UOS.** Selon des sources académiques, une délégation du Conseil d'administration des universités (CAU) est arrivée dimanche dans la ville de Beni, avec le recteur, accusé, et les membres de son comité de gestion de malversations financières par le syndicat de l'Université officielle Semuliki (UOS). Ce matin, le secrétaire général administratif et le directeur de cabinet du recteur sont arrivés aux bureaux administratifs de cette université pour ouvrir les bureaux fermés depuis quelques semaines par les étudiants. Alertés, des groupes d'étudiants sont descendus sur le lieu pour empêcher cette action. Ils ont de nouveau scellé les bureaux.

**Tanzanie : Félix Tshisekedi rend hommage à Joseph Magufuli.** « Loin de n'affecter que le peuple tanzanien exclusivement, la disparition du président John Pombe Joseph Magufuli a suscité l'émoi de tout un continent qui se retrouve désormais orphelin d'un chef de l'État acquis à la cause de l'amélioration de la situation de son peuple ; acquis

également à la cause du progrès et développement de l'Afrique (...) Nous garderons du président Magufuli le souvenir impérissable à la fois d'un combattant visionnaire, patriote et nationaliste épris de son pays et un panafricaniste engagé; grand défenseur de l'indépendance économique africaine, désireux de matérialiser cette vision de nos pères fondateurs », a déclaré Félix Tshisekedi devant une dizaine des chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que de plusieurs dizaines des milliers de tanzaniens. Né d'une famille pauvre en 1959, dans le nord-ouest de la Tanzanie. Sur le plan politique, John Magufuli s'engage dans le Chama cha Mapinduzi (CCM), premier parti de Tanzanie et en devient député dans les années 1993. Entre 2000 et 2015, il dirige successivement les ministères de : Élevage et Pêche, Terres, Logement et Travaux publics. La construction de nouvelles routes à cette époque lui vaut le surnom de « Tingatinga » (le « bulldozer » en swahili). Le 29 octobre 2015, il est élu cinquième président de la République, succédant ainsi à Jakaya Kikwete.

**Sud-Kivu : des femmes associées aux groupes armés sensibilisées sur la cohabitation pacifique à Sange.** Elles ont appris le danger et les conséquences du soutien aux groupes armés sur la femme et sur la communauté, l'impact négatif de leur comportement sur la consolidation de la paix et aux dividendes de la paix et de la cohabitation pacifique entre les communautés. « Les conséquences de ces groupes armés sont que ça amène la pauvreté, ça engendre des veuves, les femmes perdent leurs enfants, d'autres femmes sont violées ; donc, beaucoup de choses. Les femmes dans les moyens et hauts plateaux et plaine de la Ruzizi nous souffrons. » C'est pourquoi ces femmes se sont engagées ce lundi à sensibiliser leurs enfants qui se trouvent dans les groupes armés à déposer les armes.

**Kinshasa : les ordures solides et les constructions anarchiques compliquent la desserte en eau potable (Regideso).** « La défectuosité et les pannes récurrentes de quatre groupes motos de l'usine de captage d'eau de N'djili qui interviennent à 60% dans la desserte de la ville de Kinshasa, la dégradation de l'écosystème qui engendre l'ensablement de captage des usines par les rivières N'djili, Lukaya et Lukunga, le déversement des ordures et des déchets solides ainsi que l'occupation anarchique des bassins versants de ses trois rivières, constituent les causes majeures qui sont à la base de la perturbation en desserte en eau potable que nous observons dans la ville de Kinshasa. » a expliqué le directeur-général de la Régie de distribution d'eau

**Lualaba : une ONG locale alerte sur la recrudescence de l'insécurité à Sandoa.** Le chargé de communication de l'ONG «Regroupement des jeunes pour le progrès du Lualaba » donne des détails sur les victimes : « Le premier cas est celui d'un homme qui a été violemment tabassé par des hommes inconnus ; Le deuxième est celui d'une dame qui a été victime de menaces par des hommes inconnus sur la route vers son champs à 3 km du chef-lieu. Le troisième cas est celui de monsieur Mvanz, violemment tabassé et emporté par des hommes inconnus qui l'ont amené à une distance de 10 km Le quatrième cas est celui du chef de groupement Muin Kamwil tabassé et tué avec ses deux notables par les jeunes de son village (...) Nous demandons aux autorités compétentes de renforcer les éléments de la police et des militaires, afin de couvrir la patrouille mixte pour mettre hors d'état de nuire des inconnus qui sèment la terreur sur l'espace du territoire.»

**Ituri : 5 morts lors d'une nouvelle attaque de la Codeco à Iga Barriere.** Une vingtaine de miliciens de la Codeco en provenance de Nyarada dans le secteur de Walendu Djatsi a lancé un assaut sur DII, entre Iga Barriere et Nizi. Des sources sécuritaires rapportent que la cible de ces hors la loi était la population locale. Leur attaque a déclenché la réaction des éléments commandos des Fardc. Ces combats entre les deux parties ont duré plusieurs heures. Plusieurs sources locales avancent un bilan de cinq personnes tuées. Dans cette confusion, six personnes ont été grièvement blessées par balles et d'autres à la machette. Avant de se retirer, ces assaillants ont pris en otage huit personnes, en majorité des jeunes.

**Mardi 23 mars.**

**L'ONU alerte sur l'ampleur alarmante des violences dans l'est du pays.** Présentant une mise à jour dans le cadre du dialogue renforcé que tenait le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans ce pays d'Afrique centrale, Mme Bachelet a ajouté que la généralisation des discours de haine risque d'attiser ce conflit. La représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU pour la RDC, Bintou Keita, a également participé à ce dialogue. Mme Keita, qui est également cheffe de la Monusco a notamment indiqué que cette dernière a documenté une augmentation inquiétante des attaques des groupes armés contre la population civile. Bacre Waly Ndiaye, membre de l'Équipe d'experts internationaux sur la situation dans la région du Kasai de la RDC, a, pour sa part, affirmé que, s'agissant de la lutte contre l'impunité, il y avait eu peu de progrès depuis la présentation du précédent rapport de son équipe. Rostin Manketa, le directeur exécutif de l'organisation Voix des Sans Voix pour les droits de l'homme, a estimé que, d'une manière générale, la situation des droits de l'homme en RDC avait connu un recul ces derniers mois.

**Kongo-Central : les femmes de Mbanza-Ngungu déplorent l'accès difficile à l'eau potable.** Le manque d'accès à l'eau potable entrave le développement de la femme habitant les milieux ruraux et péri urbain, ont affirmé les femmes de Mbanza-Ngungu au Kongo-Central lundi 22 mars. Cette déclaration a été faite à l'issue d'une tribune d'expression organisée par l'Union des coopératives maraichères et agricoles de Cataracte, dans le cadre du mois de mars dédié aux

droits de la femme. Ces femmes ont remis symboliquement une bouteille d'eau à l'administrateur de ce territoire. Pour elles, le geste vise à l'inviter à plaider auprès des autorités, en faveur de l'accès à l'eau potable dans sa juridiction. L'accès difficile à l'eau potable fait partie des corvées endurées quotidiennement par les femmes rurales et périurbaines.

**Exacerbée par l'insécurité à Mbandaka, la société civile exige le départ du commissaire provincial de la police.**

En cause : l'insécurité galopante enregistrée ces derniers temps au chef-lieu de la province. « Trop, c'est trop ! », on pouvait lire sur la banderole affichée par la nouvelle société civile devant la mairie. Celle-ci a dénoncé la « complicité de la police nationale avec les bandits qui volent, violent et pillent avec des armes de guerre et tenues policières. » Mais, l'incriminé rejette la balle aux autorités politico-administratives, qui, selon lui, n'apportent aucun appui logistique à ses éléments pour traquer les malfaiteurs.

**Beni : un renfort des enquêteurs dans l'affaire de vente des munitions.** A la sortie de l'audience leur accordée, l'autorité urbaine a émis le vœu de voir une lumière tirée sur ce dossier et que les coupables ainsi que tous leurs collaborateurs soient identifiés et subissent la rigueur de la loi. « Nous sommes dans une zone trouble et nous devons démanteler tous les réseaux, que ça soit du côté des civils comme du côté des hommes en armes qui se comportent très mal, ils doivent être mis hors d'état de nuire et, au besoin, être sanctionnés. », a déclaré le maire de la ville de Beni.

**Présumée vente de munitions de guerre à Beni : l'auditorat militaire effectue une descente sur le terrain.** Elle s'est déroulée après que les enquêteurs ont fini avec la confrontation de toutes les personnes arrêtées dans ce dossier. La confrontation a eu lieu entre le commandant en second en charge de l'administration et de la logistique, le chargé de la logistique, le chef transport, le chef de dépôt, le commandant compagnie transit de la 32e Brigade des unités de réaction rapide des Fardc, le conservateur de la sous station de l'ICCN de Mutsora et deux civils, tous arrêtés dans ce dossier. Dans un communiqué, les Fardc parlent des enquêtes pour remonter la filière et juger tous les coupables présumés dans cette affaire de trafic de munitions de guerre en précisant que l'infraction est individuelle.

**Félix Tshisekedi appelé à réserver un jour par an pour commémorer les victimes de Beni et Ituri.** « Nous craignons que les autorités actuelles ne falsifient l'histoire et, comme il n'y a aucune organisation commémorative à l'égard de nos victimes, nous craignons qu'un jour l'on ne nous dise qu'il n'y a jamais eu de massacres et que l'histoire puisse les oublier ainsi », a fait savoir le vice-président de la société civile du Nord-Kivu. Il appelle le Président de la République à mettre en place un mécanisme approprié pour délivrer des certificats de décès et d'inhumation à toutes les victimes qui périssent dans les massacres à Beni et en Ituri. Cette demande concerne également les personnes portées disparues depuis 2014.

**Covid-19 : la RDC dépasse la barre de 25.000 personnes guéries.** Le bulletin du Comité multisectoriel de lutte contre la pandémie de Coronavirus en RDC renseigne que 394 nouvelles personnes sont sorties guéries des CTCO et parmi les personnes suivies à domicile (Zones de santé), dont 155 à Kinshasa, 125 dans le Haut-Katanga, 55 au Lualaba, 20 au Kongo Central, 19 au Sud-Kivu, 13 au Nord-Kivu, 5 à l'Equateur, 1 dans le Haut-Uélé et 1 au Maniema. Il y a eu 8 nouveaux cas confirmés, dont 4 en Ituri, 2 au Nord-Kivu, 1 à Kinshasa et 1 au Kongo Central. « Le cumul des cas est de 27.579 cas confirmés. Au total, il y a eu 726 décès et 25.286 personnes guéries ». **COVID-19 : 1492 écoles bénéficient de kits sanitaires de l'Unicef au Sud-Kivu.** Plus de 1490 écoles primaires et secondaires au Sud-Kivu bénéficient de kits sanitaires de protection contre la COVID-19. Elles sont réparties dans neuf sous-divisions éducationnelles de quatre territoires (Idjwi, Kabare, Walungu et Kalehe), y compris toutes les écoles privées et publiques de la ville de Bukavu. Le représentant du chef de bureau UNICEF/Sud-Kivu, a réaffirmé l'engagement de l'agence onusienne à soutenir les efforts du gouvernement afin d'améliorer le système éducatif de la RDC.

**Kinshasa : les 24 bourgmestres en formation judiciaire.** Cette formation vise à les outiller en vue de mieux faire leur travail, particulièrement pour ce qui est des aspects judiciaires. La formation est organisée par l'Hôtel de ville de Kinshasa, en collaboration avec l'Institut national de formation judiciaire où a lieu cette session. Les formateurs sont des professeurs de droit, principalement de l'Université de Kinshasa. Ceci n'est même pas une sorte de renforcement des capacités, c'est une formation complète des officiers de police judiciaire.

**Sortie du général John Numbi de la RDC : Justicia ASBL s'indigne de la porosité des frontières et la passivité des services de sécurité.** « Justicia ASBL a été informée de la sortie du pays du général John Numbi vers un pays d'Afrique australe. Nous dénonçons le fait que nos services de sécurité et nos frontières soient poreuses. Sinon comment comprendre que le général Numbi, un homme aussi bien connu puisse s'exfiltrer alors que nos services ne sont pas au courant », s'interroge Timothée Mbuya, président de Justicia ASBL. Depuis quelques semaines, certains policiers affirment avoir participé à l'assassinat de directeur exécutif de l'ONG la Voix de sans voix Floribert Chebeya et son chauffeur Fidèle Bazana. John Numbi, inspecteur général de la police au moment des faits et avec qui Chebeya avait rendez-vous, a été invité au tribunal comme témoin. Le général John Numbi, est considéré comme celui qui a planifié cet assassinat.

**Nord-Kivu : 7 morts dans les affrontements entre milices locales dans le groupement Kisimba.** Les sources de l'ONG ARDE, basée à Pinga, dans le territoire de Walikale, affirment que les derniers affrontements datent de la semaine dernière. Les combattants du NDC-Rénové de Muissa Shimiray, alias Guidon et la coalition de l'aile dissidente du NDC d'un certain Bwira, coalisé avec un général autoproclamé Kabidon, se sont affrontés dans les villages Kabingu, Mbombi, Buhimba et Rusamambo. Ces sources avancent un bilan d'au moins cinq combattants de la coalition tués, et de deux autres du côté de Guidon. Ces combats récurrents, ont entraîné un important mouvement massif des populations. Plus de 25 écoles ne fonctionnent plus et les rebelles utilisent les bancs ainsi les tableaux des écoles comme bois de chauffe.

**Procès Rossy Mukendi : l'audience renvoyée au 25 mars après l'audition d'un témoin et la visualisation des vidéos.** L'audience de la reprise du procès de Rossy Mukendi a été renvoyée au jeudi 25 mars, après l'audition d'un témoin et la visualisation d'une séquence des vidéos. Le Tribunal militaire de garnison Kinshasa-Matete a poursuivi l'audience avec la déposition d'un des 9 témoins, tous des policiers. Rossy Mukendi, 36 ans, leader du mouvement pro-démocratie "Débout Congolais" avait été tué le 25 février 2018 par balle à la paroisse Saint Benoît de Lemba à Kinshasa, alors qu'il participait à une marche pacifique organisée par le Comité laïc de coordination pour réclamer l'organisation d'élections crédibles. Le brigadier Tokis Koumbo est le seul à comparaître comme prévenu du meurtre et de violation des consignes.

**Kongo-Central : le commandant de la police Mbanza Ngungu appelle les autorités à interdire la fabrication d'armes de type calibre 12.** Il estime que ce regain d'insécurité est causée par la fabrication en outrance d'armes de type calibre 12 à Mbanza Ngungu. Le colonel Alphonse Mbuyamba a formulé cette demande après avoir arrêté le même lundi le chef de bande d'un groupe d'inciviques à main armée appelé "Terminator" dans sa maison située à la cellule Kusukusu, au quartier Nsona Nkulu, dans la cité de Mbanza Ngungu grâce à la dénonciation des jeunes du coin. « Dans sa chambre à coucher, nous avons pu trouver une arme calibre 12 en deux tuyaux, un Béret de la garde républicain ».

**Une mission du Département d'Etat américain à Kinshasa.** Cette délégation, conduite par l'ambassadeur Donald Booth, a pour mission principale d'« assurer le suivi de l'échange téléphonique que le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a eu, il y a quelques semaines, avec la vice-présidente américaine Kamala Harris », a expliqué M. Booth. Au cours de cette entrevue de plus d'une heure, plusieurs autres sujets notamment la paix sur le continent et la présidence congolaise de l'Union africaine ont été abordés.

« **La pose de stimulateur cardiaque est possible en RDC** », depuis trois ans ; ce qui évite des transferts des patients à l'étranger avec tout ce que cela représente en termes de coût dans la prise en charge. Cette déclaration a été faite lundi 22 mars lors d'un point de presse par le cardiologue Yves Lubenga. Selon lui, les personnes qui connaissent un rythme cardiaque trop lent, ont besoin d'un stimulateur cardiaque plus connu sous le nom de « pacemaker ». Il invite le gouvernement à prendre en charge les patients congolais car, ce sont les personnes à la retraite qui sont le plus concernée.

**Kasai-Oriental : l'école de formation des policiers ouvre ses portes à Tshipuka.** Cette école de formation des policiers est construite par l'Organisation internationale des migrations (OIM). Pour cette première phase, deux cents policiers, dont vingt femmes, y sont admis pour suivre la formation de base subdivisée en quatre modules : la formation générale, formation technique, formation juridique et un stage d'un mois.

**50 ans de l'UNPC : la qualité de la presse congolaise ressemble à une tragédie (Gaby Kuba).** « Si la RDC a gagné en quantité avec le pluralisme médiatique, la qualité de la presse ressemble à une tragédie. Pour être excessif, je dirai que notre presse a atteint l'Himalaya du cynisme et de la démente où la célébrité ne rime plus avec l'excellence, mais plutôt avec la médiocrité. La presse congolaise est à la porte de l'apocalypse, en réalité une hécatombe », a déclaré le président national de l'Union nationale de la presse congolaise (UNPC). Gaby Kuba appelle tous les journalistes, 50 ans après, à se demander : d'où venons-nous ? Où sommes-nous et où allons-nous ?

**L'ambassade des Pays-Bas organise un atelier virtuel sur l'autosuffisance avicole à Kinshasa.** Le thème choisi cette année est « Vers l'autosuffisance du secteur avicole en RDC ». Les participants vont assister à la présentation des conclusions de l'étude sur « l'augmentation de l'autosuffisance en viande de volaille et d'œufs dans la région de Kinshasa », réalisée par Wageningen University & Research (WUR) des Pays Bas.

**Les réformes électorales et la sécurité au menu des échanges entre Modeste Bahati et François Pujolas.** « Les discussions ont porté sur comment le Sénat allait travailler sur les priorités qui ont été dégagées par le Président Félix Tshisekedi. Nous avons parlé de la sécurité dans l'Est, la France a soutenu la création de l'école de guerre qui a été inaugurée par le Président de la RDC, cette année », a rappelé l'ambassadeur de la France en RDC. En matière du développement économique et social, le diplomate français rappelle que Modeste Bahati a dit qu'il fallait travailler davantage pour attirer les investissements étrangers et améliorer le climat des affaires, afin de diversifier l'économie

congolaise. Concernant la gouvernance, l'ambassadeur de la France en RDC a circonscrit ce terme dans la facette politique et démocratique, ainsi que la gouvernance de la chose publique de l'Etat. Il a ajouté que lors de son échange avec Modeste Bahati, ils ont aussi parlé de la péréquation et de la décentralisation, « pour permettre à l'ensemble des provinces de la RDC de se développer, et la France a une certaine expérience et travaille avec le gouvernement de la RDC. »

**La route Kinshasa - Matadi coupée partiellement vers Mitendi après la dernière pluie.** Une entreprise chinoise essaie de remblayer avec des moellons, au niveau du dépôt de la Bralima une érosion de plus de 50 mètres de profondeur, 1000 mètres de longueur et 10 mètres de largeur. Selon les paysans, ce cratère a déjà emporté une partie de la route lors des dernières pluies. Les habitants du quartier Mitendi estiment que l'entreprise chinoise n'arrive pas, depuis des mois, à maîtriser cette érosion et plaident pour l'implication du génie militaire.

**Bandundu : des agents de l'Etat en grève demandant l'implication de Félix Tshisekedi.** Le président de l'intersyndical des divisions provinciales des finances et budget du Kwilu, déplore la négligence et le sabotage de certaines autorités par rapport au mot d'ordre du chef de l'Etat relatif au social : nous citons « le peuple d'abord » mais qui n'est pas respecté. Ce qui a poussé notre haute hiérarchie syndicale de Kinshasa de déclencher une grève sèche à la suite du non-paiement du solde supplémentaire promis depuis l'année 2020 resté impayé : mois d'octobre, novembre et décembre 2020. S'ajoutent encore les mois de janvier, février et mars 2021 en cours. Nous demandons au Chef de l'Etat, de donner un ordre formel aux personnes, qui sont les ennemies du peuple, de nous donner notre rémunération sans condition à tous. C'est la toute première fois d'observer les deux ministères Finances et Budget de décréter une grève. »

**Mercredi 24 mars.**

**Les pays ne sont pas encore totalement prêts à déployer les vaccins contre la COVID-19 (Banque mondiale).** Alors que le monde s'est engagé dans la plus vaste campagne de vaccination jamais organisée, la Banque mondiale et ses partenaires-gouvernements, OMS, UNICEF, Fonds mondial et Alliance GAVI-ont évalué la capacité des États à distribuer des vaccins anti-COVID en toute sécurité dans 128 pays à revenu faible et intermédiaire. L'examen a porté sur dix indicateurs clés, dont la chaîne de froid et la logistique, la définition des groupes de population prioritaires, le budget, la formation du personnel soignant et la surveillance en matière de sécurité. La vaccination suscitant des réticences inquiétantes, les gouvernements doivent se doter de toute urgence de stratégies pour donner confiance, faire accepter le vaccin et augmenter la demande, conseille la Banque mondiale. Les pays en situation de conflit et de fragilité (37 sur les 128 étudiés) obtiennent de moins bons résultats que tous les autres sur pratiquement tous les indicateurs. La Banque mondiale mobilise 12 milliards de dollars pour aider les pays en développement à se procurer et distribuer des vaccins, tests et traitements anti-COVID et à renforcer leurs systèmes de santé afin d'assurer la vaccination des personnes ciblées en priorité. À court terme, ses programmes dédiés à la vaccination couvriront plus de 40 pays, pour une enveloppe de 3 milliards de dollars (sur les 12 milliards mis à disposition).

**RDC : plus de 200 000 cas de tuberculose enregistrés en 2020.** « Notre pays est classé en Afrique en deuxième position en termes de fardeau de la tuberculose et neuvième au niveau mondial. En 2020, nous avons notifié plus de 200 000 cas de tuberculose sur l'ensemble du territoire national », a révélé Dr Michel Kaswa Kayomo, directeur du Programme national de lutte contre la tuberculose. Selon lui, cette journée est l'occasion pour les Etats et les gouvernements de réfléchir sur le modèle d'appui efficace à apporter dans la prise en charge des malades tuberculeux.

**Félix Tshisekedi et Moussa Faki échangent sur les réformes de l'UA et la gestion de la pandémie de COVID-19.** Les deux personnalités ont aussi évoqué le prochain sommet de la francophonie à Tunis 2021. Le Chef de l'Etat congolais a accordé, le même mardi, une audience à Othman Gerandi, ministre tunisien des Affaires Étrangères, de la Migration et des Tunisiens de l'Étranger qui a transmis au Chef de l'État une invitation de son homologue Kaïs Saïed, à prendre part au 18ème Sommet de la Francophonie, qui se tiendra à Tunis, au mois de novembre.

**Nord-Kivu : une dizaine de morts dans une nouvelle attaque des présumés ADF à Samboko.** Selon la société civile d'Oicha, qui livre l'information mercredi 24 mars, ce bilan est provisoire, étant donné que la fouille des corps se poursuit.

le président de la société civile locale, explique que c'est dans la journée de lundi que ces hommes armés identifiés comme des rebelles ADF ont attaqué le village Samboko-Chanichani à une vingtaine de km d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Il ajoute que tous ces civils ont été tués à la machette et à l'arme à feu par ces assaillants. Plusieurs autres sont portés disparus. La même source indique que ces rebelles se seraient retranchés en Ituri.

**Sud-Kivu : 4 creuseurs meurent asphyxiés dans le site minier à Kamituga.** Selon le service d'encadrement des creuseurs artisanaux qui condamne l'exploitation des minerais sur des sites impropres et avec du matériel interdit, ce bilan serait encore provisoire. « Le problème de Kamituga c'est le problème d'asphyxie dans les puits qui est dû à



l'utilisation de certaines machines dites Cochines. Et nous, nous avons plusieurs fois écrit à Kamituga pour interdire l'utilisation de ces machines, malheureusement il y a toujours les clandestins qui les utilisent ».

**Maniema : les députés absents de la plénière consacrée au projet d'édit budgétaire 2021.** Les élus provinciaux devraient statuer sur le projet d'édit budgétaire exercice 2021 présenté la veille par le gouverneur de province. Mais la plénière a été annulée.

**Ituri : le CNC de Pius Muabilu « inquiet » du regain de violences meurtrières.** « On ne peut pas arriver à Djugu, ou à Mahagi, ou ne fût-ce qu'à Nyakunde, à Komanda où Bunia s'approvisionne en denrées alimentaires. Et donc, la question sécuritaire nous préoccupe », a déclaré le président de la fédération provinciale de l'Ituri du Congrès national congolais (CNC). Cette formation politique membre de l'Union sacrée pour la nation estime qu'au regard de la situation sécuritaire actuelle marquée par des tueries de civils, la ville de Bunia risque d'être enclavée si rien n'est fait par les autorités.

**Les violations des droits de l'homme ont connu une baisse de près de 8% en Février (BCNUDH).** Le Bureau conjoint documente dans ce rapport 495 violations des droits de l'homme en février contre 539 le mois précédent. Dans les détails, cette diminution reflète une baisse de l'ordre de 35% du nombre de violations attribuables aux FARDC alors que celles commises par les groupes armés ont augmenté pendant la même période dans l'ordre de 17%. A l'instar du mois précédent (janvier 2021), les groupes armés ont été les principaux responsables des violations commises dans le Kasai, le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri, dans des proportions de 70%. Au nombre de ces violations, le Bureau Conjoint note des cas de violences sexuelles liées au conflit, lesquelles ont touché 25 femmes victimes. Autre donnée phare de ce rapport, 189 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre des conflits armés ont également été documentés en février 2021, contre 115 en janvier.

**Beni : 9 militants des groupes de pression interpellés à Kasindi-Lubiriha.** Selon le commandant de la Police nationale congolaise (PNC) ces militants des groupes de pression n'ont pas informé l'autorité de l'organisation de leur marche et voulaient sensibiliser la population à l'incivisme fiscal. Ces militants sont déjà transférés au parquet de Beni.

**Retrait de la Monusco : Bintou Keita en visite à Kananga.** «C'est une décision qui a été prise avant que je n'arrive. La sortie des Kasai est prévue pour le 30 juin. Je suis venue pour savoir où est-ce que nous en sommes. Et écouter aussi les autorités sur leur appréciation de l'état des lieux par rapport aux objectifs prioritaire du mandat».

**Equateur : les autorités sanitaires invitent la population au dépistage de la tuberculose.** La récente épidémie de la maladie à virus Ebola ainsi que la pandémie de la maladie à Coronavirus en cours à l'Equateur ont impacté négativement les activités de surveillance et de dépistage de la tuberculose dans la province. Le coordonnateur provincial du PLT invite la population à aller au dépistage massif et précoce dès l'apparition de la toux, qui est le principal symptôme.

**Beni : 50 cas d'accidents routiers enregistrés ces 3 derniers mois.** Le commissaire supérieur Lembi explique cette situation par plusieurs facteurs, notamment la non-maîtrise du code de la route par plusieurs conducteurs. Il assure qu'un recyclage sera organisé en faveur des chauffeurs.

**Kwilu : les autorités ordonnent l'abattage des éléphants et buffles qui agressent les habitants de Masimanimba.** Selon le ministre provincial de l'intérieur, ces animaux ravagent les champs et les étangs en empêchant la population à se rendre dans leurs champs. Il assure que l'ordre a été donné aux autorités locales de pouvoir abattre ces animaux, afin de sécuriser la population. Depuis le 8 mars, les éléphants et buffles apparaissent dans certains villages des secteurs de Kibolo et de Mosango, renseignent des sources locales, ils ont causé beaucoup des dégâts.

**Affaire trafic des munitions à Beni : le député Kiro appelle à un procès public des prévenus.** Le député Kiro Tsongo Grégoire, secrétaire général du parti politique RCD/ML : « Je profite de cette occasion pour mettre en garde quiconque tenterait d'entraver le travail de la justice militaire par des pressions diverses. La hiérarchie militaire des Fardc ainsi que les responsables de l'ICCN doivent ainsi collaborer pour que la vérité éclate au grand jour, car il y va de l'honneur de l'Etat congolais. Les brebis galeuses, qui ternissent l'image de notre pays, doivent être mises hors d'Etat de nuire. » Selon des sources judiciaires, sept militaires dont trois officiers supérieurs des Fardc, un conservateur de l'ICCN, deux éco-gardes et deux civils sont arrêtés dans ce dossier.

**Kongo-Central : des mouvements citoyens commémorent le 52ème anniversaire de la mort de Joseph Kasa-Vubu à Boma.** La plateforme de la société civile « Congo mon pays », a organisé le 24 mars, une conférence dénommée «Kasa-Vubu maître d'école » à l'intention de différents mouvements citoyens de la ville de Boma, dans le Kongo-Central. C'était à l'occasion du 52ème anniversaire de la mort de Joseph Kasa-Vubu, un des pionniers de

l'indépendance de la RDC. Le but poursuivi par les organisateurs est d'étaler les valeurs patriotiques de feu président Joseph Kasa-Vubu.

**Jeudi 25 mars.**

**Kinshasa : le Cardinal Ambongo mobilise la Banque mondiale pour endiguer les érosions à Kimwenza.** Pour sa deuxième visite consécutive dans moins de trois mois du ravin de Kindele et Kimwenza dans la commune de Mont Ngafula à Kinshasa, le Cardinal Fridolin Ambongo s'est fait accompagner ce mercredi 24 mars du directeur pays de la Banque mondiale en RDC. Cette visite intervient, pendant que le plateau de Kimwenza compte quinze têtes d'érosions, un danger qui devrait être considéré comme une priorité. En réponse, le directeur pays de la Banque Mondiale en RDC a rassuré que cette visite allait permettre de financer les études qui aboutiront aux solutions techniques.

**Kongo-Central : disparité de prime entre les enseignants de Boma et ceux de Matadi.** « On nous donne une prime de 39 mille Fc, à côté de nos amis de Matadi, qui reçoivent la même prime de 139 mille, soit une différence de 100 mille Fc », a déclaré le président de l'intersyndicale des enseignants de Boma et il indique qu'à cause de cette situation, les cours ne se donnent plus dans les écoles de Boma, depuis le 18 mars. D'après lui, les autorités ont jusqu'à 15 jours pour corriger cette injustice sociale. Passé ce délai, ils observeront une grève sèche.

**Kwilu : un arnaqueur rançonne des chefs des entités territoriales au nom du ministre de l'Intérieur.** Le ministre provincial de l'Intérieur du Kwilu, qui a reçu des appels et les textos de cette personne, témoigne que l'arnaqueur a tenté de l'intimider. « A ce titre-là, il dérange, il cherche à rançonner les chefs des entités, les chefs des secteurs, les Administrateurs des territoires, et moi-même il m'a appelé, il a tenté de m'intimider, après renseignements, nous nous sommes rendu compte que c'est un escroc, c'est un faussaire. Il dit aux chefs des secteurs, aux bourgmestres, aux maires des villes, et aux administrateurs des territoires qu'il est en train d'élaborer la mise en place, envoyez-moi 250 000 (125 USD), envoyez-moi une vache, envoyez-moi ceci-cela », a fait savoir Joachim Kumarer Niet.

**Haut- Katanga : Jacques Kyabula invite ses ministres à travailler dans la loyauté et l'intérêt du peuple.** Cette recommandation leur a été faite lors de la première réunion de prise de contact qu'ils ont mardi 23 mars avec le gouverneur de province. Cette rencontre est intervenue 24 h après la passation de pouvoir entre les ministres sortant et ceux entrant. Le gouverneur Jacques Kyabula a appelé ces nouveaux membres du gouvernement de l'ère Union sacrée de la nation à privilégier l'intérêt de la population de tous les six territoires qui composent la province du Haut-Katanga. Pour le gouverneur, le Haut-Katanga est une province à vocation minière, seul ce secteur ne peut résorber un grand nombre des sans-emplois. Il demande aux nouveaux ministres de promouvoir l'agriculture. Il invite également les membres de son gouvernement à travailler dans la loyauté et dans le respect de l'éthique et de la déontologie.

**COVID-19 : 69 nouveaux cas confirmés, 69 personnes guéries au 24 mars.** « Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 27.728 cas confirmés. Au total, il y a eu 726 décès et 25.355 personnes guéries »

**Equateur : un seul médecin pour tout le territoire de Bolomba.** Avec ses 7 aires de santé et une population estimée à environ 15 mille habitants, ce centre de santé de référence de Djoa ne compte qu'un médecin. Lequel s'occupe à la fois de la gestion administrative et des soins des malades. A chaque fois qu'il se déplace, les malades sont abandonnés à leur triste sort. Particulièrement ceux qui présentent des cas opératoires. « La plus grande difficulté qui nous écoeure, c'est le manque de deux médecins. De vrais médecins de sorte qu'au déplacement de l'un, le deuxième reste s'occuper des cas opératoires et d'autres soins à son absence ».

**Bintou Keita est arrivée à Kalemie.** La représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU en RDC a rencontré les responsables de la Monusco/Kalemie, avant de se rendre au gouvernorat de province pour un entretien avec le vice-gouverneur. La cheffe de la Monusco ne s'est pas encore publiquement exprimée sur l'objet de sa visite.

**Sud-Kivu : 8 200 cas de tuberculose dépistés en 2020.** Plus de 8 200 cas de tuberculose dont 13% d'enfants et 10% des personnes atteintes du VIH ont été enregistrés en 2020 au Sud-Kivu. Le médecin coordonnateur du programme de lutte contre la tuberculose, ajoute qu'environ 90% de ces malades sont guéris grâce aux efforts fournis dans les centres de dépistage : « La tuberculose est guérissable si on s'y prend tôt et la prise en charge est gratuite ».

**Enquêtes sur la vente présumée et trafic des munitions à Beni : les personnes arrêtées transférées à Kinshasa.** Les personnes transférées à la prison de Ndolo à Kinshasa sont trois officiers supérieurs, deux officiers subalternes, trois soldats de la 32e Brigade des Unités de réaction Rapide des Fardc, le conservateur de la sous station de l'ICCN de Mutsora dans le secteur de Rwenzori, trois éco gardes et un civil. Avant leur transfèrement à Kinshasa, ils ont été inculpés de trafic de munitions de guerre dans la région de Beni par la justice militaire. Un des militaires arrêtés par rapport à ce dossier, a avoué lors de son audition que ces munitions étaient destinées au ravitaillement des ADF et des groupes Maï-Maï dans le secteur de Rwenzori à Beni et des groupes armés à Tchabi en Ituri. C'est la première fois que

des officiers et soldats FARDC engagés dans les opérations contre les ADF à Beni sont arrêtés pour ravitaillement présumé de ce groupe armé.

**Kananga : les ONG documentent 35 cas graves d'insécurité depuis le début de l'année.** Le Conseil régional des ONG cite entre autres, les cambriolages accompagnés de menaces, violences, viols et pillages des biens. Cet acteur de la société civile propose l'intensification des patrouilles mixtes pour mettre fin à cette situation.

**Mai-Ndombe : le gouverneur appelé à réaliser des actions en faveur de la population.** Léonard Makombo invite le gouverneur de province à poser des réalisations en faveur de cette population. « Nous voyons que dans la population il n'y a plus des routes, il n'y a pas d'activités agricoles, il n'y a pas d'activités économiques. Nous sommes des provinces qui n'ont pas assez de moyens, mais les provinces qui sont dans les mêmes situations que nous, essayent quand même de poser de petites actions avec des recettes locales. Et nous pensons que ça sera autant pour nous même si Kinshasa n'envoie pas encore là rétrocession régulièrement, mais avec nos recettes locales, nous pouvons aménager certaines routes même si on ne peut pas tout faire. »

**Goma : grève sèche des enseignants des écoles de la 55ème CBCE.** Les enseignants protestent contre la perception d'une quotité de 31%, fixée par la note circulaire du ministère provincial de l'EPST, qu'ils qualifient de "détournement". La circulaire du ministère, du 21 décembre dernier, demande aux écoles secondaires publiques de restituer 31 % des frais de fonctionnement perçus ; dont 6% pour les bureaux gestionnaires et 25% pour une caisse de solidarité avec les enseignants des écoles primaires publiques.

**Détournement des fonds au ministère de l'EPST : 20 ans de travaux forcés pour Michel Djamba et Delphin Kampayi.** La cour d'appel de Kinshasa-Gombe a condamné à 20 ans de travaux forcés, jeudi 25 mars, Michel Djamba et Delphin Kampayi, respectivement Inspecteur général de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) et directeur du Service de contrôle de la paie du personnel enseignant (SECOPE). Ils ont été reconnus coupables de détournement des deniers publics.

**Le FCC boycotte le gouvernement de Sama Lukonde.** Le Front commun pour le Congo (FCC) ne participera pas au gouvernement du Premier ministre Sama Lukonde, à qui il souhaite cependant bonne chance dans l'intérêt du peuple congolais. Le FCC fustige le déni systématique de la constitution, des lois et règlements qui régissent la gouvernance politique de la RDC par le pouvoir en place.

**Le ministère de la Justice dément l'existence d'un mandat d'arrêt contre le général Numbi.** Il existe cependant un dossier judiciaire ouvert à sa charge, a poursuivi le vice-ministre de la Justice ; faisant allusion à l'affaire du double assassinat des défenseurs des droits de l'homme Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, dans laquelle le général Numbi est cité. Selon lui, l'officier du ministère public est en train de mener des enquêtes pour se convaincre de l'authenticité, de la véracité des faits qui ont été dénoncés. Et ce n'est qu'après qu'il pourra envisager une autre procédure.

**Variant du Coronavirus congolais : le ministère de la Santé « dubitatif ».** Le ministère de la Santé rappelle que la RDC contribue d'une manière efficace à la sécurité sanitaire mondiale. « Nous acceptons la paternité de la découverte du variant B.1.214. Mais, nous restons dubitatifs quant à son origine qui peut être liée aux épidémies COVID-19 survenues dans les pays de résidence des premiers malades ayant voyagés pour la RDC en mars et avril 2020 ».

**Washington « prêt » à soutenir les efforts de la RDC pour assurer les bonnes élections en 2023 (Mike Hammer).** « Parce que comme Modeste Bahati me l'a dit, c'est important que les prochaines élections aient lieu en 2023, comme programmées dans la Constitution, et que les élections soient bien faites », a rapporté l'ambassadeur américain. Ils ont aussi échangé sur d'autres points d'intérêts communs, « parce qu'il y a de grandes opportunités de promouvoir le changement et de faire les lois et les projets pour l'intérêt et la prospérité du peuple congolais. »

**Insécurité à Kananga : plus de 20 suspects aux arrêts.** Selon des sources policières, cette opération de traque a débuté vers 10 h. Ces présumés malfrats ont été tour à tour appréhendés aux quartiers Tshinsambi, Kamayi, Kele-kele et ailleurs.

Cette opération de traque est saluée par de nombreux Kanangais. La ville de Kananga fait face, depuis six mois, aux malfrats qui dévalisent des maisons, volent, violent et tabassent de paisibles citoyens.

**Kongo-Central : 4 morts dans un accident de circulation à Mbanza-Ngungu.** Un véhicule poids lourd est entré en collision avec une voiture, la nuit de mercredi 24 mars, à la cité Nsele. Dans sa manœuvre de retrouver l'équilibre, le véhicule poids lourd a fini sa course dans une maison d'habitation. Trois personnes sont mortes parmi les occupants de la maison et le conducteur de ce véhicule est aussi décédé sur le lieu. Le témoignage du convoyeur, grièvement blessé renseigne que le chauffeur avait pris de l'alcool à Kikonka, dans le territoire de Madimba avant de poursuivre la route.

**Vendredi 26 mars.**

**Haut-Katanga : le choléra signalé à Kambove, 11 morts.** D'après le ministre provincial de la Santé, Joseph Sambu Bulanda, la situation est due à la pénurie en eau observée depuis la panne de la pompe au début du mois de janvier. La dite pompe est gérée par la Gécamines. Le gouvernement provincial a déjà pris certaines initiatives pour fournir de l'eau potable à la population et combattre ainsi cette épidémie dont l'épicentre demeure le quartier Tshiwewe. Il a par ailleurs invité le comité local de lutte contre les épidémies et toute la population de Kambove à observer les mesures d'hygiène.

**Assemblée nationale : l'avant-projet du calendrier de la session adopté sur fond de divergences entre le FCC et l'Union sacrée.** Ces divergences portent sur la reconfiguration des groupes parlementaires après le basculement de la Majorité parlementaire. Pendant ce temps, 10 jours après l'ouverture solennelle de la session de mars, aucune plénière n'a été convoquée alors qu'au regard de l'abondance des matières prioritaires à examiner les trois mois de cette session risquent de ne pas aborder toutes matières prévues. A en croire certaines sources, le bureau de l'Assemblée nationale n'arrive pas à convoquer les plénières suite au manque des frais de fonctionnement depuis janvier.

**123 civils tués au Nord-Kivu et en Ituri en 3 semaines, selon CEPADHO.** « Lorsque nous procédons par un décompte, au bout d'une semaine nous enregistrons 46 civils massacrés par Daech-RDC connu dans la zone au nom de ADF/MTN. Et ce qui porte au moins à 123 civils ceux qui ont été massacrés dans l'espace de trois semaines », a indiqué le vice-président du conseil d'administration du CEPADHO. A la suite de cette situation, il encourage les Fardc aux actions d'anticipation des attaques de ces terroristes dans les villages et sur les axes routiers parce qu'il dit craindre la furie de ces terroristes, après l'adoption des sanctions par les Etats-Unis contre leur leader Moussa Seka Baluku.

**Beni : 3 jours de deuil en mémoire des personnes tuées sur la route Beni-Kasindi.** « Suite à cet nième cas d'embuscade survenue ce mercredi 24 mars 2021 en localité de Kilya qui a coûté la vie à 6 personnes et incendié deux véhicules, nous décrétons trois jours de deuil sans activité sur toute l'étendue de la ville de Beni sauf les pharmacies, les écoles et alimentations », a indiqué le président de la coordination urbaine de la société civile -Beni. Il demande des enquêtes neutres et crédibles par l'autorité compétente pour que les coupables de ces crimes soient connus et déferés devant les juridictions compétentes. Le président du conseil urbain de la jeunesse de la ville de Beni, a réitéré jeudi 25 mars le vœux de voir l'Etat congolais se pencher sérieusement sur la question de la sécurité à l'Est du pays.

**Kisangani : la Police a étouffé la marche des médecins qui réclamaient la prime de risque,** et l'alignement dans la liste de paie de ceux qui prestent sans avoir encore obtenu des numéros matricule de l'Etat. L'intervention de la police, les a empêchés d'accéder dans l'enceinte de la Mairie, pour la remise d'une copie du mémorandum adressé au Chef de l'Etat, pour lui demander de concrétiser sa promesse, selon eux non tenue depuis deux ans. Il rappelle la promesse du Chef de l'Etat, qui voulait mettre fin au phénomène des médecins qui ne touchent pas la prime de risque en RDC.

**Maniema : l'assemblée provinciale exige du gouvernement la libération de 4 otages.** Les députés provinciaux du Maniema ont voté jeudi 25 mars dans la plénière à huis clos une recommandation demandant au gouvernement provincial de s'impliquer, endéans 30 jours, dans la libération de deux médecins congolais et deux activistes de droit de l'homme pris en otage par les Mai-Mai dans le territoire de Kabambare depuis plus de 10 mois. Les élus du peuple sollicitent aussi « la bonne foi » de toutes les autorités pour la concrétisation de cette recommandation.

**Haut-Katanga : 12 nouvelles voitures de la SNCC pour le transport des passagers.** La Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) a acquis douze nouvelles voitures. Elles sont destinées Les cheminots pensent que cette acquisition va améliorer les conditions de voyage et contribuer à la relance de cette compagnie ferroviaire. Ces voitures viennent de Chine. Elles ont été transportées par bateaux jusqu'au port de Dar Salam en Tanzanie, avant d'être mises sur le rail jusqu'à Lubumbashi où elles sont arrivées le dimanche dernier. La défectuosité de la voie ferrée sur certains tronçons, les pannes et le nombre insuffisant des locomotives sont parmi les difficultés auxquelles fait face la société pour répondre aux besoins de sa clientèle. L'actuel comité de gestion de la SNCC assure qu'il en est conscient.

**Nord-Kivu : plusieurs détenus traînent les prisons sans jugements.** Plus de deux milles détenus civils et militaires sont toujours en état de détention préventive prolongée dans les sept prisons du Nord-Kivu. Les uns parmi eux comptent deux à cinq ans sans jugement. Selon des sources judiciaires, dans ce lot, se trouve également une centaine d'enfants en conflit avec la loi dans les deux Etablissements de garde et d'éducation d'Etat (EGEE). Tous attendent désespérément de connaître leur sort. Cette pléthore des détenus dans les prisons de la province se justifie par les effectifs réduits des magistrats dans quelques juridictions.

**Antivaleurs en RDC : le Cardinal Ambongo interpelle les politiciens catholiques.** « L'oubli de l'homme et la montée de l'égoïsme. Les intérêts personnels ou partisans ont pris le dessus sur le bien-être de l'homme à servir », écrit-il sur son compte Tweeter. Pour lui, « ce qui a ouvert la voie à des multiples antivaleurs ou pratiques répréhensibles par la foi catholique : fréquentation de l'occultisme, corruption, mensonge, tribalisme (...), relativisation des mœurs, formation des regroupements politiques pour défendre des intérêts personnels ». D'après lui, « la croissance et la

multiplication d'antivaleurs font croire à beaucoup d'Acteurs sociopolitiques que pour réussir dans leur vie professionnelle, il faut relativiser la vision et les exigences de la foi catholique sur le bien-être de l'homme. » Leur engagement sociopolitique devrait devenir le lieu du rayonnement de leur foi catholique, a souhaité le Cardinal Ambongo, estimant que la foi est impensable sans son lien étroit avec la société.

**50 ans de l'UNPC : les journalistes du Nord et Sud-Kivu appelés à améliorer la qualité de leurs produits.** Le président sectionnaire de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC/Sud-Kivu) : « On s'est donc rencontrés ici pour communiquer officiellement une série d'activités que l'on va organiser au niveau du Nord-Kivu et du Sud-Kivu pour commémorer avec faste les 50 années d'existence de l'union nationale de la presse du Congo. » L'UNPC grand Kivu prévoit également travailler avec les responsables des maisons de presse pour l'améliorer leurs conditions de travail.

**Butembo : ultimatum d'un mois lancé au gouvernement pour mettre fin aux massacres.** La population les enjoint de mettre fin aux massacres de Beni et aux coupeurs de route, mais également aux différentes tracasseries qu'elle subit. Si la situation ne change pas, elle se réserve le droit de ne plus payer une quelconque imposition ni taxe, a annoncé jeudi le député provincial Promesse Matofali. Cet élu de Butembo juge paradoxal que ce soient les mêmes habitants qui sont massacrés dans leurs champs à qui on exige encore de payer des taxes.

**Activités paralysées à Beni par des manifestations des jeunes.** Elles interviennent après que la société civile locale a décidé d'observer trois jours de deuil, en mémoire des six personnes tuées dans la localité de Kilya, par des présumés rebelles ougandais des ADF. Les premières barricades ont été observées d'abord sur l'axe routier Beni-Mangina. Les jeunes de la Lucha et de la Véranda Mutshanga disent réclamer le retour de la paix dans la région de Beni.

**Nord-Kivu : 20 personnes enlevées par des Maï-Maï à Lubero,** le jeudi 25 mars au village Kalonge, dans la chefferie de Batangi. D'après le chef de la chefferie, les ravisseurs seraient les miliciens Maï-Maï de Kabido, actifs dans la zone. Les ravisseurs ont exigé des rançons aux familles de chef de la chefferie de Batangi, Mwami Stika Mwana Weka. Ce dernier renseigne que les victimes ont été enlevées les unes après les autres, tard dans la nuit et ont été conduites vers une destination inconnue.

**Samedi 27 mars.**

**360 « Kulunas » quittent Kinshasa pour apprendre les métiers manuels dans le Haut-Lomami.** Ces jeunes délinquants seront mis à la disposition du Service national, afin d'apprendre les métiers manuels. C'est la troisième vague qui rejoint Kanyama Kasese, en l'espace de six mois. Cette opération va concerner à court terme 2 500 « Kulunas ». L'objectif à moyen terme du commandant suprême, Félix Tshisekedi, est de débarrasser Kinshasa de tous les Kulunas.

**Le Japon encourage Sama Lukonde à former son gouvernement « le plus tôt possible ».** Le Japon restera aux côtés de la RDC, et soutiendra les efforts fournis par le Président de la République et le Premier ministre, nouvellement nommé », a indiqué l'ambassadeur du Japon en RDC. Il réaffirme la volonté de son gouvernement de consolider la coopération qui existe entre le Japon et la RDC. La même journée, l'ambassadeur du royaume du Maroc est venu témoigner auprès de Sama Lukonde la volonté de son gouvernement de passer en revue les moyens d'aller de l'avant et de renforcer la coopération bilatérale entre les deux nations.

**Validation du plan directeur d'industrialisation pour diversifier l'économie.** « Ce plan va nous permettre, en tant que République, de savoir dans chaque espace, quels sont les potentialités à partir desquelles nous pouvons monter des unités de transformation », a indiqué le ministre de l'Industrie. « Chaque territoire, groupement ou chefferie, devra valoriser ses ressources, à travers ses petites unités qui peuvent y être installées. Ainsi, nous pouvons diversifier notre économie. Les mines sont épuisables. Il suffit d'observer quand les mines s'effondrent, notre budget est affecté ».

**Maï-Ndombe : plus de 3 000 nouveaux cas de la tuberculose enregistrés en 2020, 65 décès.** Le médecin coordonnateur provincial de lèpre et tuberculose dans cette province déplore le manque d'intrants de prise en charge ainsi que des moyens tant matériels que financiers pouvant permettre de mener en bien les activités de lutte contre la tuberculose au Maï-Ndombe. Il invite des partenaires à venir en aide à la province, afin bien lutter contre cette maladie. Il a également appelé les autorités provinciales à faire de la tuberculose l'une des priorités en vue de protéger la population.

**Lutte contre Ebola : la RDC bénéficie de 30 millions USD des Etats-Unis alloués aux pays africains.** Les Etats-Unis d'Amérique ont alloué une aide jusqu'à 30 millions USD à la République démocratique du Congo, à la Guinée et aux pays frontaliers à haut-risque. « Avec le 2e test négatif réalisé le 21 mars sur le dernier patient soigné d'Ebola, le compte à rebours des 42 jours a débuté ce 22 mars 2021 », a indiqué le bureau de l'Organisation mondiale de la santé

(OMS) en RDC. En mi-février, l'épidémie d'Ebola a également ressurgi en Guinée, avec 18 cas enregistrés au 22 mars, dont 9 décès.

**Nord-Kivu : le village Katuunda se vide de ses habitants, après l'arrivée d'une coalition de groupes armés.** Le chef-rebelle Maï-Maï dénommé Maachano, un ancien chef de Kifuafula de Ufamandu a regagné le village de Katuunda depuis quelques jours, indiquent les sources sur place. Ce retour coïncide avec l'arrivée, dans la zone, du général auto-proclamé Matata Mpumuje, chef d'une faction Nyatura dénommée groupe armé des volontaires (GAV). Les deux chefs miliciens qui s'étaient déjà rendus au processus DDR et cantonnés à Mubambiro à Sake, ont regagné de nouveau la brousse à la suite des défauts de prise en charge.

**Nord-Kivu : une dizaine de maisons incendiées à Beni.** La société civile qui donne ce bilan provisoire attribue cette attaque aux rebelles ougandais des ADF. Des personnes ont été enlevées et des biens ont été pillés. Ces assaillants seraient venus de trois villages environnants, contournant ainsi les positions des Fardc. Le poste de santé Muziranduru, la paroisse anglicane de Muziranduru ont aussi été incendiés, ajoute la source.

**Dimanche 28 mars.**

**Félix Tshisekedi attendu ce dimanche à Doha,** sur invitation de l'Emir du Qatar Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani. Outre la diplomatie, l'économie sera au centre de ce rendez-vous au sommet de l'état. Après plusieurs mois des discussions entre les experts des deux pays sur demande du Qatar, un cadre général de coopération économique finalisé est prêt à être officialisé. Il s'agit des accords techniques au niveau commercial et dans le domaine de la fiscalité.

**Joe Biden invite Félix Tshisekedi au sommet virtuel sur le climat.** Ce sommet aura pour principal thème le changement climatique et la préservation de l'environnement. Cette rencontre organisée en vidéo conférence se tiendra du 23 au 24 avril 2021. Elle va réunir plus de 40 leaders du monde. La participation de la RDC à ce sommet est une reconnaissance de son rôle central dans l'équilibre écologique de la planète. La RDC possède la plus grande partie de la forêt équatoriale en Afrique, ce qui lui donne un leadership continental dans la lutte contre le changement climatique.

**Nord-Kivu : les artistes de Beni et Butembo s'impliquent pour la recherche de la paix dans la région.** Pour ces artistes réunis au sein de l'Association des comédiens et cinéastes de Beni ville et territoire (ACCB), la paix est l'affaire de tous. « Nous parlons d'abord de la collaboration entre les forces de sécurité et la population et aussi de ne pas ignorer la voix des artistes musiciens, les artistes cinéastes et tous ceux qui font l'art dans la ville. Nous sommes des artistes, s'il n'y a pas la paix, on ne peut pas vraiment s'exprimer valablement. Voilà pourquoi nous avons vu que la paix, ce n'est pas seulement l'affaire des autorités locales et nationales. C'est aussi notre affaire pour que la paix revienne dans notre ville». A cette même occasion, ces artistes ont apporté une assistance aux orphelins dont les parents ont péri dans les massacres et déplacés de guerre afin qu'ils ne se sentent pas abandonnés.

**Tanganyika : la cheffe de la Monusco visite les villages Mpungwe et Kanoa où sont logés les retournés.** D'après Pierre Manengela, membre du comité de développement, 500 ménages d'autochtones y vivent avec 1437 ménages d'anciens déplacés aujourd'hui relocalisés : « Vu que d'où nous étions venus il n'y avait pas de paix, nous avons cherché dans quel village on peut aller où il y a la paix. Et nous avons découvert qu'à Mpungwe et Kanoa, il y avait la paix et la stabilité. Alors nous sommes heureux parce que la communauté locale nous a accueillis et nous nous sentons vraiment chez nous. Chaque déplacé arrivé ici a reçu une portion de terre à cultiver sans payer un franc ». Mme Bintou Keita, cheffe de la Monusco affirme avoir été fascinée par ce projet : « Vous avez dit, hier on était des déplacés, aujourd'hui on est des habitants. Je pense que nous devons remercier la communauté d'accueil. La générosité de ce que vous avez fait dans l'accueil, c'est que et les terres et l'eau et tous les aspects de la vie, vous les avez grâce à la communauté d'accueil. Vous aussi, grâce à votre détermination, les partenaires ont pu vous accompagner ».

**Butembo : un militaire et un policier tués par les Maï-Maï à la barrière de Kangote.** « Vers 1h40, il y a eu un groupe d'assaillants Maï-Maï qui sont venus attaquer la position de Kangote, un poste de contrôle. Il y a eu échange de tirs avec nos éléments. De cet échange des tirs, il y a eu deux morts de notre côté : un militaire et puis un policier », a indiqué le maire adjoint de la ville de Butembo, et un milicien Maï-Maï est tombé lors des échanges des tirs.

**Mbuji-Mayi : lancement des travaux de réhabilitation de 25 km de la voirie urbaine.** Ce projet va permettre de réduire l'insécurité constatée ces derniers jours dans la ville de Mbuji-Mayi, a déclaré le maire de la ville au cours de cette cérémonie. Il concerne onze artères principales dont nombreuses sont très délabrées. Dans le cadre de ce projet, un montage financier a été effectué avec le concours de la Banque UBA qui a facilité l'obtention d'une ligne de crédit dans le cadre du partenariat public-privé. Les travaux de réhabilitation de la voirie urbaine de Mbuji-Mayi prendront 36 mois.

**Retard dans la publication du gouvernement : Gabriel Kyungu « révolté ».** « Je suis parmi ceux qui sont révoltés. Je sais pourquoi ça traîne c'est tout simplement parce qu'à Kinshasa tout le monde rêve de devenir ministre et particulièrement nos amis de l'Assemblée nationale, même certains sénateurs. Bref tous ceux qui ont adhéré à l'union sacrée. Finalement nous commençons à douter de leur sincérité parce que franchement on a adhéré à l'union sacrée pour adhérer à la vision du chef de l'Etat et non pour aller chercher des postes », a dénoncé le président de l'Union nationale de fédéralistes du Congo (UNAFEC). Il plaide pour un sursaut patriotique.

**La signature de l'ordonnance nommant les membres du gouvernement conditionnée par la représentativité des femmes.** Selon le secrétaire général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), la publication du gouvernement traîne encore parce que des chefs des regroupements politiques n'ont pas proposé des femmes pour faire partie de la prochaine équipe gouvernementale. «C'est pourquoi le chef de l'État a dit s'il n'y a pas la représentativité des femmes il ne signe pas », a expliqué Augustin Kabuya.

**Nord-Kivu : des stratégies mises en place pour sécuriser le tronçon Beni-Kasindi, annonce l'armée.** Pour la sécurisation de la route Beni-Kasindi ainsi que du territoire, le commandant des opérations Sokola 1 grand Nord, le général major Peter Cirimwami, dit compter sur l'appui de la population qui pourrait l'aider à mettre fin à la guerre. Plusieurs attaques attribuées aux rebelles ougandais des ADF sont enregistrées ces derniers temps, sur le tronçon Beni-Kasindi. Les conducteurs des véhicules souhaitent que cette route soit sécurisée, conformément à la promesse du commandant de l'opération Sokola 1.

**Ituri : il faut désarmer les milices qui sont à la base de l'insécurité, recommande le Pr Chobert Agenonga.** Il appelle aussi les Ituriens à se désolidariser des miliciens pour que la paix revienne dans la province. « Il est tout à fait étrange de constater que les miliciens habitent avec les civils. Ça montre quelque part qu'il y a une complicité entre certaines communautés de l'Ituri et ces miliciens qui sont à la base de crimes dans la province de l'Ituri », a-t-il regretté.

**Paix et développement au centre des échanges entre Modeste Bahati et les communautés des Kivus et Ituri.** Dans leur cahier de charges remis à Modeste Bahati, ces communautés font remarquer que près de 100 groupes armés sont dénombrés dans le Sud-Kivu, 50 au Nord-Kivu, et près de 11 en Ituri. « Ces groupes armés locaux et étrangers, malheureusement, sévissent dans nos provinces et territoires, créent la mort, la désolation et il s'en suit des conséquences humanitaires et infrahumaines incroyables. Il est dénombré à ce jour, plus de 5 millions de déplacés internes au niveau de l'Est de la RDC », a condamné M. Kashemwa. Il appelle Modeste Bahati à être le porte-voix des cris des populations de l'Est, regroupées cette délégation des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri. De son côté, Modeste Bahati a promis à ses interlocuteurs de porter leur voix auprès des autres institutions pour que la paix revienne dans cette partie de la RDC touchée depuis plus de 25 ans par les violences qui occasionnent des pertes en vie de nos compatriotes.

**Lundi 29 mars.**

**Un dialogue intercommunautaire à Kinshasa pour réfléchir sur la paix et la sécurité au Sud-Kivu.** Pendant 3 jours, 150 participants vont réfléchir pour donner la feuille de route pour la paix dans les communautés Babembe, Babuyi, Bafuliru, Banyamulenge, Banyindu, Barundi et Bavira. Pour l'Interpeace qui organise cette rencontre, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, l'objectif est de trouver les résolutions pouvant mettre fin aux conflits dans ces communautés. « Le but principal est d'arriver à un acte d'engagement, renouveler l'acte d'engagement qu'il y a eu dans le passé (...) Espérons que cet acte d'engagement peut être coulé sous forme d'un plan de paix, de réconciliation et cohésion sociale dans la zone avec les différents aspects qui reflètent les besoins et les causes à la base des disputes et de l'insécurité ».

**Kwilu : les policières en formation sur l'usage de l'outil de l'informatique.** Au programme de cet apprentissage, le Word, l'Excel et le power Point. Très satisfaite de cet apprentissage initié par le commissaire provincial de la police du Kwilu, la commissaire supérieure Godelive Kunga, la plus gradée de ces femmes a émis le vœu de voir cette initiative continuer même après le mois de la femme car selon elle, le monde est à l'heure de la modernité et tout le monde est appelé à maîtriser l'outil informatique.

**Matadi : suspension des travaux de construction de deux ponts sur les rives du pont Maréchal.** Le directeur général de l'organisation pour l'équipement de Banana-Kinshasa (OEBK), a indiqué que la poursuite de ces travaux est présentement impossible à la suite de la baisse des recettes qu'a entraîné la crise sanitaire. En outre, il laisse entendre que : « Les prédécesseurs avaient pris un crédit de 600 000 USD auprès d'Equity bank pour la construction des ponts pesé. Alors que toutes les recherches effectuées nous prouvent que la construction d'un pont pesé ne pouvait même pas coûter 75 000 USD. Et nous au niveau de la banque nous avons trouvé 230 000 USD, qui restait à payer pour ce crédit »

**Nord-Kivu : probable reprise des activités socioéconomiques à Beni.** Cette reprise devrait intervenir après trois jours de deuil décrétés par la société civile locale en mémoire des personnes tuées dans une embuscade des rebelles ougandais des ADF à hauteur du village de Kilya sur la route Mbau-Kamango. Cependant, l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO) à Beni dit maintenir la suspension du trafic sur la route Beni-Kasindi. Mercredi 24 mars dernier, des ADF ont tenu une embuscade aux usagers de cette route, causant la mort de six personnes, dont deux chauffeurs.

**Nord-Kivu : des groupes armés occupent 60% de villages à Masisi.** « L'état des lieux de la situation sécuritaire de la chefferie de Bashali demeure précaire et préoccupant. Des 23 villages que compte la chefferie, 14 sont occupés par les groupes armés qui sont comptés parmi les plus actifs de la province du Nord-Kivu en général et du territoire de Masisi en particulier. Notamment des différentes fractions Nyature, APCLS, FDLR, GARUZA, et NDC-Rénové Bwira », a indiqué l'administrateur intérimaire du territoire. Selon lui, les combattants des coalition APCLS, FDLR et Nyatura troublent la quiétude des populations dans ces villages et il se dit aussi préoccupé par les accrochages récurrents opposant ces combattants aux Fardc ou à une coalition belligérante de NDC-rénové de Bwira ou de Guidon dans la même chefferie.

**Les enseignants de l'Equateur à Félix Tshisekedi : « La paie des enseignants doit quitter le stade de la promesse ».** Réunis au sein du Mouvement des enseignants « Nouvelles unités », MENU, ils disent n'avoir jamais été payés, 19 mois après leurs engagements. A l'issue de la rencontre pour statuer sur leur situation, ils exigent leur prise en charge effective dès le mois d'avril prochain. Faute de quoi, ils vont radicaliser leur grève en descendant dans la rue. Malgré l'introduction et le traitement de leurs dossiers par le Service de Contrôle et de Paie des Enseignants (Secope), ces agents attendent toujours d'être payés, a indiqué Adrien Isomi.

**Sud-Kivu : les commerçants tanzaniens reprennent les activités, après le deuil du Président Magufuli.** Les activités commerciales exercées par les opérateurs économiques Tanzaniens ont repris, lundi 29 mars au Beach Maendeleo dans la ville d'Uvira (Sud-Kivu). Leurs activités ont tourné au ralenti à la suite du deuil national et de l'inhumation du président Tanzanien John Pombe Magufuli, la semaine dernière en Tanzanie.

**Jean Nsenga, ancien « Kuluna » : « Je voudrais servir l'Etat, devenir militaire ».** Ancien délinquant, communément appelé « Kuluna », Jean Nsenga, 22 ans, dit avoir abandonné cette pratique. Désormais, il nourrit d'autres ambitions. « Je voudrai servir l'Etat. Que j'apprenne un métier, n'importe lequel, même devenir militaire », affirme-t-il, dimanche 28 mars, en transit à Mbuji-Mayi, dans le Kasai-Oriental, à destination de Kaniama Kasese, dans la province du Haut-Lomami. Jean Nsenga indique que d'autres jeunes désœuvrés partis à Kaniama Kasese, veulent aussi être utiles à la société. Ils sont prêts à servir sous le drapeau ou d'apprendre un métier.

**Le général John Numbi victime d'un « harcèlement médiatique », s'indigne son avocat.** A propos du refus de son client de comparaître, Me Kyungu, son avocat conseil affirme que le général John Numbi l'a chargé de poser également la question de savoir « où en est-on justement car en dehors de la feuille de route collective datée du 18 mars 2021 qui a été déposée en sa résidence aucun n'acte judiciaire n'a été porté à sa connaissance. ». « Je me réserve de me prononcer de l'endroit où il se trouverait et sur sa prétendue fuite mais il demeure établi qu'une perquisition avait et faite à sa ferme et à cette occasion, un garde de la société privée de gardiennage Miketo a été sérieusement tabassé », s'est désolé Me Kyungu.

**Ituri : reprise des activités au centre commercial à Marabo.** Plus de trois mois après la fin des combats, la sécurité est de retour dans cette localité ; mais de nombreux habitants ont quitté le milieu. Des activités agricoles et commerciales sont de nouveau opérationnelles dans la région. La Cité a bel et bien retrouvé son calme. De nombreux habitants qui l'avaient quitté commencent aujourd'hui à y retourner. Des patrouilles des casques bleu népalais de la Monusco, effectuent chaque jour des patrouilles robustes au départ de Bunia, ce qui rassure les habitants qui nous ont déclaré se sentir désormais en sécurité.

**La Qatar et la RDC signent plusieurs accords de coopération économique et technique.** En ce qui concerne les secteurs aéronautique et maritime, « les investissements souhaités dans ce secteur consisteront en la modernisation et au développement d'infrastructures maritimes stratégiques tels que les ports de Matadi, Kinshasa et Boma ». Un autre protocole d'entente a été également signé sur la formation et le renforcement des compétences techniques en matière de supervision de la sûreté et de la sécurité de l'aviation civile. Qatar Airways intègre ce grand projet en proposant d'accompagner la RDC via un partenariat avec la Régie des voies aériennes (RVA) pour la modernisation et le financement de trois aéroports : N'djili à Kinshasa, Luano à Lubumbashi et Ndolo à Kinshasa pour l'aviation d'affaires.

**Ituri : l'armée restitue 623 vaches à leurs propriétaires,** sur les 800 qui ont été pillées la semaine dernière par des miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC), en coalition avec des éléments de la Codeco, un autre groupe armé actif dans l'Ituri. Des militaires ont poursuivi les pillards qui avaient réussi à conduire ces bêtes au village Brike, dans le groupement Mazangina, en chefferie de Babelebe. Avant de s'enfuir, ils ont abattu par balle et à la machette 36 dont les carcasses en décomposition ont été retrouvées sur place.



**Beni : reprise du trafic sur les différents axes routiers**, à l'exception de l'axe Beni-Kasindi. Le trafic routier sur l'axe Beni-Kasindi avait été suspendu par l'ACCO, section de Beni, pour dénoncer l'insécurité et compatir avec les familles des chauffeurs tués lors de la dernière attaque armée sur cet axe.

**Kongo-Central : conditions déplorable des femmes rurales à Nkolo.** Ces femmes se sont d'abord posé la question de savoir si les droits des femmes ne concernaient que des femmes des centres urbains. Elles ont laissé entendre que, faute d'électricité et de routes praticables, aucun discours sur les droits des femmes ne leur est parvenu. La cheffe de cellule du village Luzolo a révélé que les villages sont enclavés. Cette situation condamne les femmes à faire de longues distances à pied avec des lourdes charges. Parmi les problèmes qui touchent ces femmes locales, il y a le manque d'eau potable.

**Est de la RDC : le président de l'Assemblée nationale fustige la complicité des Congolais dans les massacres.** « Il ne faut pas que les populations congolaises se montrent complices de ceux qui tuent et massacrent à longueur des journées nos frères et sœurs. ». Il a estimé que les urgences sécuritaires, humanitaires, politiques et socio-économiques auxquelles sont confrontées les populations exigeaient des élus une prise de conscience conséquente.

**Kinshasa : sit in de la communauté Nande au Palais du peuple.** L'Assemblée nationale a été envahie ce lundi 29 mars par une foule de membres de la communauté Nande, accompagnée par quelques députés nationaux. Les manifestants exigent au bureau de la chambre basse du Parlement l'insertion au calendrier de cette session de mars, la question sur les massacres de Beni et l'insécurité dans l'est du pays en général. Les tueries à Beni sont un génocide contre les Nande, et méritent toute l'attention du gouvernement et du Parlement congolais pour mettre définitivement fin à ces massacres.

**Assemblée nationale : les députés adoptent le calendrier de la session de mars.** Selon des députés présents à la plénière, l'investiture du gouvernement, l'examen des lois et le contrôle parlementaire caractériseront cette session. Plusieurs autres matières sont prévues à l'ordre du jour. Parmi les priorités, les réformes du système électoral et l'insécurité dans l'est sont les matières les plus attendues. Ce calendrier riche en matière a été adopté après un long débat sur l'abondance des matières à traiter.

**Mardi 30 mars.**

**Le Sénat adopte son calendrier de la session de mars**, moyennant amendement et suggestion. Ce calendrier prévoit notamment l'examen et adoption des lois portant création et fonctionnement du tribunal anti-corruption ainsi que de l'agence nationale de lutte contre la corruption ; amnistie pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques ; transplantation d'organes, de tissus et cellules du corps humain. Il est prévu aussi la révision du règlement intérieur du Sénat. Au cours de cette session, les sénateurs vont également se pencher sur le contrôle parlementaire qui inclut des questions orales avec débats, questions écrites, questions d'actualité, les interpellations, des commissions d'enquête et les audits internes et externes.

**Matadi : 4 personnes emportées par le courant d'eau à Nzanza.** Une femme et ses trois enfants ont été emportés par le courant d'eau sous une forte pluie qui s'est abattue dimanche 28 mars dans la commune de Nzanza, à Matadi (Kongo-Central). Le témoin de cet événement malheureux, c'est la fille de l'infortunée âgée de 8 ans. En ayant les mains libres, celle-ci a pu se sauver. Elle affirme avoir vu sa mère et ses frères emporter par le courant d'eau.

**Equateur : les femmes d'Ingende sensibilisées sur leurs droits.** Le collectif des Femmes de l'Equateur (COLFEQ), dans le cadre du projet Voix, Leadership Féminin (VLF) a sensibilisé dimanche 28 mars à Ingende-centre, à environ 200 km de Mbandaka (Equateur), les femmes sur leurs droits. Ces femmes ont par la suite déposé un mémorandum à l'administrateur du territoire d'Ingende, dans lequel elles ont étalé leurs désidératas.

**Kalamu : 3 845 personnes impliquées dans la collecte et vente des déchets plastiques pour un recyclage.** Récolter, vendre les déchets plastiques, les recycler pour la construction des routes est un projet qu'exécute l'Eglise du Christ au Congo (ECC) avec un appui de TearFund, une organisation Britannique et qui vise à transformer des déchets plastiques en opportunités économiques pour les ménages vulnérables. Selon le coordonnateur du projet, une fois au sein de l'usine, sans distinction de sexe, femmes et hommes transpirant à grosses gouttes, remuent une patte bouillante de plastique à laquelle sont ajoutées des mesures de sable. Une fois la patte homogène, la pâte est versée dans des moules selon diverses formes. « Notre capacité de production de pavé par jour c'est 800 pièces et nous pouvons collecter par mois 20 tonnes de déchets plastiques avec bouteilles et sachets plastiques que nous achetons auprès des populations vulnérables de la commune de Kalamu au prix de 600 Francs congolais (0.30 USD) par kilo pour les sachets et 3 000Fc (1.5 USD) pour 5 kilos pour les bouteilles », a-t-il indiqué. Mais le projet se trouve buté à une difficulté des demandeurs ou partenaires pour l'achat de ces pavés d'une durée de vie du plastique enfoui sous-sol mais aussi à un prix abordable.

**Election et restauration de la paix en RDC : les Etats-Unis et la chine promettent leur soutien à Sama Lukonde.**

La priorité du gouvernement des Etats-Unis, est de soutenir les efforts du gouvernement congolais pour assurer la paix et la sécurité des populations dans la partie Est du pays. « Nous le faisons à travers la Monusco. Nous avons aussi désigné les ADF comme groupe terroriste Daesh. Ça aide à couper le financement de ce groupe terroriste mais aussi à prévenir les militants étrangers qui viennent à Beni », a ajouté l'ambassadeur des Etats-Unis. « Nous allons travailler davantage ensemble pour créer des nouveaux dynamismes à cette coopération qui bénéficie surtout aux peuples congolais et chinois. » a dit l'ambassadeur de la Chine.

**Ituri : 7 présumés ADF tués dans les affrontements avec les Fardc à Mahala.** Il s'agit d'une embuscade que ce groupe terroriste a tendue aux Fardc installées dans la zone. Au cours de l'échange un militaire des Fardc est mort et sept rebelles des ADF ont été tués. Plusieurs habitants ont été emmenés de force dans la brousse par ces rebelles.

**Uvira : 100 femmes, victimes de violences sexuelles, sensibilisées sur la gestion de micro-crédit.** C'est l'ONG locale fédération des femmes pour la paix et le développement (FEPADE) qui organise cette activité pour trois jours dans le cadre d'un projet d'autonomisation économique des femmes et filles, projet financé par l'ONG Allemande dénommée « Journée Mondiale de prière des femmes, JMPF ». Selo la coordinatrice de FEPADE, à l'issue de cette formation, son ONG remettra à chacune une somme standard de 100 dollars à rembourser en l'espace de 9 mois en raison de 10 dollars par mois. D'après les autorités urbaines qui ont ouvert officiellement ces assises, le nombre de femmes se trouvant dans le besoin d'assistance reste encore un grand défi dans cette région du Sud-Kivu.

**Les femmes plaident pour la pacification de l'Est, « dans l'urgence ».** « Il est temps que l'Est de la RDC, devenu un abattoir humain, soit totalement pacifié et cela dans l'urgence ». C'est l'essentiel du mémorandum conjoint des femmes des sociétés civiles de l'Ituri, du Nord et Sud-Kivu, adressé lundi 29 mars au Chef de l'Etat congolais et au Conseil de sécurité de l'ONU. Ces femmes se disent exacerbées par les massacres de Beni ainsi que la situation sécuritaire qui prévaut à Djugu et Irumu, dans la province de l'Ituri ainsi que le Haut plateau de Minembwe, au Sud-Kivu. Ces femmes demandent également à la Monusco d'exécuter son chapitre 7 chaque fois que les populations civiles sont menacées, notamment en appuyant les Fardc dans les combats contre les ennemis de la paix.

**Nord-Kivu : 5 morts dans une attaque des ADF à Masekude.** Selon le président de la société civile d'Oicha tous ces civils ont été tués à la machette : « Les ADF sont entrés à Samboko tchani-tchani au lieu-dit Masekude, alors ils sont entrés là-bas. Il y a aussi cinq autres personnes portées disparues, et deux blessés ».

**Insécurité au Nord-Kivu : les députés demandent une commission d'audit des fonds destinés à l'armée,** pour éradiquer l'insécurité et les groupes armés dans la partie Est du pays. Ces députés dénoncent des allégations attribuées au président de l'Assemblée nationale qui circulent dans les réseaux sociaux et leur demande de quitter les groupes armés. Dans leur mise au point à la fin de la plénière, les élus du Nord Kivu disent n'être impliqués ni de loin ni de près dans les tueries de la population dans l'est du pays. Pour le premier vice-président de l'Assemblée nationale, il n'y aura pas d'immunités pour tous ceux qui seront cités dans cette affaire au moment des interpellations.

**1179 écoles radiées de la liste de paie par l'Etat.** « Je me fais le devoir de vous informer que les écoles non conventionnées fonctionnant avec de faux arrêtes ainsi que leur personnel, dont la liste en annexe, sont désactivées du fichier paie des Enseignants », écrit le secrétaire général de l'EPST. Selon lui, cette décision intervient après l'enquête effectuée sur terrain par l'Inspection générale des finances (IGF).

**Kasaï : 12 morts et environ 100 maisons incendiées dans des affrontements communautaire,** qui ont opposés lundi 29 mars, les habitants de Teta Kalamba dans le territoire de Mweka aux Bena Milombe dans le territoire de Demba dans la province du Kasaï. Le questeur de l'assemblée provinciale du Kasaï invite les autorités politico-administratives à intervenir rapidement pour ramener la paix. Il appelle aussi les deux communautés à la cohabitation pacifique.

**La CPI confirme la condamnation de Bosco Ntaganda.** La chambre d'appel de la Cour pénale internationale (CPI) a confirmé mardi 30 mars la culpabilité de l'ancien chef de guerre Bosco Ntaganda. Surnommé "Terminator", l'ex-chef de guerre avait été condamné en novembre 2019 à une peine de 30 ans de prison pour des crimes de guerre et contre l'humanité. Ces crimes avaient été commis en Ituri, dans le nord-est de la RDC, au début des années 2000. Cette peine est donc confirmée en appel.

**Beni : un Congolais présumé recruteur des ADF arrêté à Kasindi.** Pour le porte-parole de l'armée dans la région, cette arrestation est un signal fort pour tous les complices de ces rebelles. Selon la même source : « La sécurité, c'est aussi le démantèlement de tous ces réseaux. Et avec la bonne collaboration de notre population, nous pouvons le faire ».

**Nord- Kivu: une délégation du ministère de l'EPST à Goma pour le toilettage du fichier de paie des enseignants,** afin de se rassurer que les enseignants soient bel et bien bénéficiaires de leurs salaires de l'Etat au Nord-Kivu. Cette

mission intervient après plusieurs accusations portées contre ce ministère, par les syndicalistes des enseignants, d'entretenir des fictifs dans les listings de paie. L'assistant principal du secrétaire général de l'EPST et chef de la délégation, précise que les syndicalistes seront impliqués dans le travail qui sera fait pour éliminer tous les éventuels fictifs de leurs listes de paie. Il salue l'implication du gouverneur de province pour la réussite de cette activité.

**Doha : appel de Félix Tshisekedi aux investisseurs qataris.** Le vice-président de la chambre de commerce du Qatar, a félicité et remercié M. Tshisekedi pour sa vision, qui ouvre son pays au monde des affaires, précisément aux investissements qataris. Il a exprimé la volonté et le besoin d'investir en RDC dans différents secteurs, particulièrement l'agriculture. Pour sa part, le chef de l'Etat congolais a présenté les différentes opportunités d'affaires qu'offre la RDC : l'agriculture, les mines, l'énergie, le tourisme et l'environnement. Il a particulièrement souligné le domaine de l'immobilier, « avec le besoin pressant de construction des établissements d'enseignement scolaire en soutien à la gratuité de l'enseignement décrétée il y a deux ans », rapporte la presse présidentielle.

**Devant le Conseil de sécurité, Bintou Keita plaide pour la réussite des élections de 2023 en RDC.** La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Bintou Keita, a présenté le rapport général du Secrétaire général de l'ONU relatif aux activités de la Monusco. Selon elle, le temps qui nous sépare de la date de la tenue des élections doit être mis à profit par le gouvernement de la RDC, la population et la Monusco pour aplanir les obstacles en vue de garantir la bonne tenue du scrutin.

**Butembo : le ministre provincial des finances invite les motards à payer les plaques d'immatriculation.** « Payer sa plaque d'immatriculation, c'est contribuer au développement de son entité », a déclaré lundi 29 mars le ministre provincial des finances du Nord-Kivu à Butembo, lors d'une tribune d'expression populaire organisée par la Commission Diocésaine Justice et Paix du diocèse catholique, sur la question de paiement des plaques d'immatriculation des motos dans cette ville. Pour le ministre provincial des finances : « Identifier nos engins ainsi que leurs utilisateurs, c'est capital et important pour la sécurité collective de nous tous. Le développement d'une entité c'est l'affaire des habitants de cette entité. » Les représentants des associations des mototaxis plaident pour la réduction du prix de la plaque, car, selon eux, les conditions socioéconomiques ne leur permettent plus de vivre de leur métier.

**Mercredi 31 mars.**

**Pas de retrait en vue de la Monusco aux Kivus et Ituri.** « Nous ne sommes pas encore au stade d'envisager le retrait de la Monusco des provinces des Kivus et l'Ituri », a affirmé la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en RDC. Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, mardi 30 mars, elle a expliqué que des « défis extrêmement graves en matière de sécurité, de protection et humanitaire demeurent dans ces provinces ». Elle a rappelé que la Monusco se prépare à un retrait de la région du Kasai et qu'elle pense pouvoir faire de même au Tanganyika l'année prochaine.

**Nord-Kivu : l'ONG « Tukinge Mayatima » sollicite l'assistance pour 300 orphelins de Beni.** Après la construction du bâtiment qui abrite cet orphelinat par le gouverneur du Nord-Kivu, les moyens financiers pour assurer la scolarité et les soins de santé de ces orphelins font défaut. Selon la responsable, les orphelins gardent les stigmates des atrocités ayant emporté leurs parents. Elle rappelle qu'à cause de l'insécurité, sa localité n'est pas accessible aux humanitaires :

**Pour le FCC, la proposition de participer au gouvernement Sama Lukonde est une « humiliation qui ne vaut pas la peine »,** a déclaré le communicant du Front commun pour le Congo (FCC). « Cette prise de position était tout à fait prévisible. Du point de vue de la logique et du point de vue de l'éthique professionnelle et morale. Sur le plan de la logique, l'Union sacrée était comme un antidote de la coalition FCC-CACH, dont l'objectif était de tuer le FCC. Et donc logiquement nous ne pourrions participer à un gouvernement dont la finalité est de prouver que le FCC n'avait rien fait durant les deux années de coalition. Et moralement la proposition de participer à ce gouvernement est inacceptable parce que c'est comme un conjoint répudié qui va assister aux noces de celui qui l'a répudié », a-t-il indiqué.

**Annie Bembe : « Ceux qui torpillent la gratuité de l'enseignement de base sont contre la promotion des droits de la femme ».** Selon la coordinatrice de la Coalition Beijing+25, la gratuité de l'enseignement a permis à des millions de petites filles d'intégrer le circuit scolaire. « C'est la femme, c'est la jeune fille qui en bénéficie. Vous savez que plus de 3 millions de filles étaient en dehors du système éducatif avant qu'on ne proclame la gratuité de l'enseignement. Et lorsqu'on a proclamé la gratuité, ç'a donné l'occasion à ces filles d'aller à l'école. Ainsi, espère-t-elle, que ces femmes vont occuper des postes de responsabilité.

**Ituri : la Monusco facilite le dialogue entre les Fardc et la communauté de Bira.** Dans le cadre de la recherche des solutions pour pacifier l'Ituri, la section des Affaires civiles de la Monusco réunit depuis le lundi 29 mars des leaders communautaires Bira. Il s'agit d'une approche qui vise à renforcer la confiance entre les Fardc et cette communauté. Plusieurs rapports en effet, soulignent qu'un climat de méfiance règne entre ces deux partenaires. La population accuse

l'armée de se livrer aux arrestations arbitraires, alors que les Fardc soupçonnent certains membres de cette communauté de complicité avec les forces négatives dans la région.

**Clôture du mois de la femme : la ministre du Genre appelle les femmes à rester mobilisées, pour leurs droits.** Dans une déclaration Béatrice Lomeya demande aux femmes de s'approprier le numérique qui a fait ses preuves surtout dans ce contexte de la Covid-19. Elle interpelle les pouvoirs publics afin de continuer dans la concrétisation de toutes les lois qui protègent les droits des femmes.

**Corneille Nangaa propose des personnalités indépendantes pour dépolitiser la CENI.** Pour le président sortant de la Commission électorale nationale indépendante, ces personnes choisies ne devraient être ni des personnalités politiques élues, ni des candidats non élus à quelque niveau discutable, mais encore des militants ou exerçant des activités politiques connues. « [Il faut] renforcer l'indépendance des personnalités choisies en leur conférant par voie légale le caractère d'inamovibilité comme à la Cour constitutionnelle. Enoncer clairement que les trois délégués désignés par la société civile que le président en est désigné par les 8 confessions religieuses », a-t-il indiqué.

**Nord-Kivu : le Royaume Uni remet des bornes fontaines et des réservoirs d'eau à la population de Goma.** Ce lot d'infrastructures réceptionné par les autorités comprend une soixantaine de bornes fontaines, et deux réservoirs d'eau d'une capacité de 5 000 mètres cube chacun. Ce programme de développement, qui a débuté depuis 2016 et qui arrive à terme vise l'amélioration d'accès à l'eau potable pour 1,1 million de personnes, dans les villes de Goma et de Bukavu au Sud-Kivu. Ce projet a été financé à hauteur de 38 millions d'Euros. Ces infrastructures seront désormais gérées par le gouvernement provincial à travers la Regideso.

**Nord-Kivu : 30 000 enfants nés en janvier et février 2021 n'ont pas reçu de vaccin contre la tuberculose.** Selon le médecin coordonnateur du Programme élargi de vaccination (PEV) au Nord-Kivu, cette situation est liée au retard dans la commande du vaccin. Les conséquences, c'est que les enfants sont vulnérables à cette maladie.

**Kasaï-Oriental : les députés initient une motion de défiance contre le gouverneur de province.** Ce bureau a accordé 48 h à l'autorité provinciale, pour fournir ses moyens de défense contre les faits qui lui sont reprochés, et cela à la plénière prévue ce jeudi. Les griefs retenus à charge du gouverneur de province, sont le détournement des deniers publics, le manque de leadership, la léthargie, l'incompétence notoire, la faible mobilisation des recettes, ainsi que la non-exécution du budget. Les députés provinciaux déplorent aussi le dysfonctionnement de l'exécutif provincial, l'outrage à l'assemblée provinciale, la mauvaise gouvernance, le manque de transparence, le manque de collaboration, le non-respect du programme gouvernemental ainsi que le manque de vision pour le développement de la province.

**Recouvrement forcé de la SONAS au Kwilu : des militaires armés brutalisent les conducteurs.** « La SONAS se permet d'engager même les militaires pour traquer les chauffeurs comme si on était en train de traquer des rebelles en pleine ville, nous condamnons ces choses », dit l'un des membres de ce mouvement citoyen « Il est temps ». Il a aussi déploré le fait que la SONAS oblige tout le monde à s'assurer chez elle alors que ce secteur est libéralisé.

**La radiation de 1179 écoles de la liste de paie va susciter des conséquences désastreuses sur le plan social, selon Gary Sakata.** « Comment le secrétaire général de l'EPST peut-il prendre une mesure aussi grave que celle de désactiver les écoles et leur personnel au motif que ces écoles fonctionnent avec de faux arrêtés. Que va-t-on faire des centaines d'élèves inscrits dans ces écoles ? Que deviennent des centaines des Congolais membres du personnel qui y travaillent déjà pour certains, depuis 20 ans, 10 ans ou même 5 ans », s'interroge l'élue de Bagat. Le rapporteur de la commission Suivi et évaluation de l'Assemblée nationale invite donc le secrétaire général de l'EPST de retirer sa lettre sans condition.

**Beni : 7 morts dans une attaque des ADF à Beu-Manyama.** « Les ADF a commencé par tuer quatre personnes à Molisombandada, un village situé plus ou moins 4 km avant d'atteindre Beu-Manyama. Ils ont par la suite attaqué les positions des Fardc basées à Manyama », explique le président de la société civile de Mamove. L'armée de son côté dit avoir déjoué cette attaque des assaillants venus visiblement de l'Ituri. Trois assaillants ont été neutralisés. Cette attaque intervient 24 h après celle de Samboko Chani-chani qui a coûté la vie à cinq civils.

**Ituri : le G5 et Alliés accusent les autorités provinciales d'entretenir des milices.** Le porte-parole du G5 et Alliés, une structure qui regroupe les communautés qui se disent victimes d'atrocités commises par les hors la loi, attribue la persistance des conflits armés dans ces entités au soutien que les autorités provinciales apporteraient aux miliciens, au premier rang desquels figure le groupe d'auto-défense dénommé « Zaïre ». Du côté du gouvernement provincial, le porte-parole, estime : « Ces déclarations des acteurs politiques extrémistes visent à obtenir le départ du chef de l'exécutif provincial. » Il estime qu'il revient aux services spécialisés d'identifier les responsables des groupes armés qui commettent ces violences dans l'Ituri. Il invite les uns et les autres à conjuguer leurs efforts pour que cette entité recouvre une paix durable.

**Bukavu : la maire de Boma invite ses collègues femmes à promouvoir la paix.** Les femmes, autorités locales de la RDC s'engagent à promouvoir la paix pour le développement et la lutte contre la pauvreté. L'autonomisation de la femme reste un souci et un défi pour la femme leader, qui se soucie avec son cœur de servir le pays, a affirmé, mercredi 31 mars à Bukavu, la maire de la ville de Boma (Kongo-Central), Marie Josée Niongo Suami. Elle prend part, aux côtés de ses collègues maires, à une conférence des autorités locales des pays des Grands lacs. Une activité de clôture du mois de la femme par l'Association internationale des maires francophones. Marie Josée Niongo affirme que lorsque la femme a des responsabilités d'Etat, elle travaille avec son cerveau et son cœur pour servir la communauté.

**Tanganyika : les avocates invitent les étudiantes au leadership féminin responsable.** Les avocates du barreau de Tanganyika ont clôturé mardi 30 mars, le mois de la femme à Kalemie, sous le thème du leadership féminin : - le leadership féminin et la carrière au sein des Nations unies ; - les violences sexuelles dans les milieux universitaires ; - la lutte pour les droits des femmes : origine, état des lieux, défis et perspectives. Ces thèmes ont suscité des débats parmi les participants. Les étudiantes qui ont pris part à cette journée d'échanges ont aussi partagé leur expérience et les difficultés qu'elles rencontrent sur leur parcours.

**Mbandaka : accrochages entre étudiants de l'ISP et l'ISDR.** Une vive tension a été observée mercredi 31 mars dans la matinée à l'Institut supérieur de développement rural (ISDR) de Mbandaka. Tout commence lorsqu'une foule d'étudiants de l'ISP fait irruption sur les lieux. Ils ont encerclé la concession, avant de se livrer au jet des pierres. Alerté, le gouverneur de province est descendu sur le lieu avec des éléments de la police pour baisser la tension. Les policiers ont tiré des coups de feu en l'air, pour disperser ces étudiants. Malheureusement un étudiant de 1er graduat, qui se trouvait à côté de son auditoire, a été grièvement blessé à la jambe par une balle, tirée à bout portant. La victime a été acheminée d'urgence à l'hôpital avec un autre étudiant copieusement molesté par ceux de l'ISP. La police a barricadé toutes les voies de sortie pour éviter l'escalade de la violence et assurer la sécurité. La tension persiste depuis lundi entre étudiants de l'ISP et ceux de l'ISDR/Mbandaka. Selon des témoins, des étudiants de l'ISP avaient été molestés au home de l'ISDR, où ils logeaient, à la suite d'une dispute des toilettes.

**Sud-Kivu : reddition de 6 combattants Maï -Maï à Kiringye.** Selon l'armée, ces ex-combattants se sont rendus lundi 29 mars, avec deux armes AK 47 et trente-trente-deux munitions de guerre. Il s'agit de jeunes du milieu, dont l'âge varie entre 24 et 32 ans. Ces redditions en cascade font suite à la sensibilisation couplée avec des opérations militaires menée par l'armée dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira, Fizi et Mwenga.

**Equateur : l'Unicef remet des équipements médicaux et matériel roulant au gouvernement provincial.** Vingt-quatre motos, des équipements médicaux ainsi que du matériel sanitaire et médicaments ont été remis par l'Unicef mardi 30 mars au gouvernement provincial de l'Equateur. La dotation comprend également des kits scolaires, des lave-mains ainsi que des équipements de forage d'eau potable. L'objectif pour le Représentant pays de l'Unicef, est le renforcement du système sanitaire en vue de répondre efficacement à toute éventualité. L'Equateur a connu la 11e épidémie d'Ebola, du 1er juin au 18 novembre 2020. Il fait encore face à la pandémie du COVID-19.

**Kwilu : la route Gungu - Kikwit coupée en deux après la dernière pluie.** L'unique route, qui constitue la porte d'entrée et de sortie de cette cité vers la ville de Kikwit, est coupée en deux depuis lundi 29 mars. Selon des sources locales, cette route s'est coupée en deux juste à l'entrée du chef-lieu du territoire de Gungu, à près de 7 km. Cette situation fait suite à deux grandes têtes d'érosions créées par la pluie qui s'était abattue lundi dernier sur cette partie du Kwilu. Plus de vingt-deux véhicules sont bloqués de part et d'autre. Et l'approvisionnement en produits manufacturés de première nécessité devient impossible à Gungu.

**Le délabrement de la route Matadi – Ango Ango agace les riverains.** La route reliant l'hôpital général de référence de Kinkanda à Matadi et le poste frontalier d'Ango Ango dans la municipalité angolaise de Noki, se trouve dans un état piteux. Les riverains de cette route d'intérêt national disent en avoir assez de nuages des poussières soulevés le jour comme la nuit par les véhicules de gros tonnages et autres engins roulants, avec tous les risques des maladies respiratoires. Cette population appelle le gouvernement tant provincial que national à réhabiliter cet axe car, d'après elle, la situation va s'empirer pendant la saison sèche. Cet axe routier d'environ 8 km est parsemé de nids de poules et de gros bourbiers.

**Mbuji-Mayi : la police disperse une manifestation des jeunes contre le gouverneur Maweja.** Des dizaines de jeunes non identifiés étaient descendus sur les avenues de l'Université, Inga et Kalonji pour exiger la démission du gouverneur de province. Ces jeunes gens ont brûlé des pneus non loin du rond-point de l'étoile. La police est venue les disperser avec le gaz lacrymogène. Juste après, un calme apparent a régné sur la ville.

**Kinshasa : le CAFCO appelle à la publication du gouvernement Sama.** Le retard pris pour la mise en place du gouvernement Sama inquiète les femmes du Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO). Selon

elles, le pays est confronté à plusieurs défis d'ordre sécuritaire et social. La présidente de CAFCO exhorte les uns et les autres, au sein des forces de l'Union sacrée pour la nation, de faire diligence face à la misère des populations.

# www.africafundacion.org



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*



informaci[ÓN]  
ilusi[ÓN]  
difusi[ÓN]  
concienci[ÓN]  
pasi[ÓN] [ON]



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*